

**BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**



**CONJONCTURE ECONOMIQUE  
DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

*Février 2003*

# SOMMAIRE

<b>APERÇU GENERAL.....</b>	<b>1</b>
..	
<b>I – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....</b>	<b>2</b>
<b>II – CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L’UNION.....</b>	<b>4</b>
II-1 - Activité agricole.....	5
<i>II-1-1 - Cultures vivrières.....</i>	<i>5</i>
<i>II-1-2 - Cultures d’exportation.....</i>	<i>6</i>
II-2 - Activité minière .....	7
II-3 - Activité industrielle.....	8
II-4 - Prix à la consommation.....	9
II-5 - Finances publiques .....	11
II-6 - Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire.....	14
<i>II-6-1 - Situation monétaire.....</i>	<i>14</i>
<i>II-6-2 - Opérations sur le marché interbancaire .....</i>	<i>17</i>
II-7 - Evolution du marché financier.....	19
II-8 - Relations avec l’extérieur et évolution des transferts.....	20
<i>II-8-1 - Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation             de ressources extérieures.....</i>	<i>20</i>
<i>II-8-2 - Etat d’exécution des programmes économiques et financiers.....</i>	<i>21</i>
<i>II-8-3 - Evolution des transferts.....</i>	<i>26</i>
<b>III- LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>27</b>

## APERÇU GENERAL

Au cours du mois de février 2003, l'évolution de la **conjoncture économique mondiale** a été marquée par la montée des tensions géopolitiques et par la poursuite de la morosité des marchés financiers, accentuant ainsi l'attentisme des investisseurs et des ménages. Dans ce contexte, les perspectives de retour à une croissance forte et durable sont apparues incertaines.

**Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine**, la situation économique et financière des Etats membres a porté l'empreinte de la baisse des productions à la fois des cultures vivrières et de celles d'exportation, induite notamment par des conditions pluviométriques peu favorables. Le niveau général des prix à la consommation s'est inscrit, en variation mensuelle, en hausse de 0,4% en février 2003, après le repli de 0,2% enregistré un mois auparavant, sous l'effet d'un renchérissement des carburants et du relèvement du tarif de l'eau dans la plupart des pays ainsi que de l'incidence de la crise en Côte d'Ivoire.

L'évolution des *finances publiques* a été caractérisée en 2002 par une légère dégradation de la situation financière des Etats, consécutive à un accroissement des dépenses qui s'est avéré plus soutenu que celui des recettes.

La *situation monétaire* de l'Union a été marquée à fin février 2003 par un renforcement des avoirs extérieurs nets et un repli des crédits intérieurs. En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est repliée.

Sur le *marché financier*, l'évolution des indices a été contrastée. Le *BRVM<sub>10</sub>* s'est inscrit en hausse, alors que l'indice composite a enregistré une baisse.

*Les transferts reçus et émis*, via la Banque Centrale, se sont soldés par une entrée nette de devises d'une valeur de 185,8 milliards contre 154,5 milliards à la période correspondante de l'année précédente.

## I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Durant le mois de février 2003, la montée des tensions géopolitiques a constitué le principal facteur de préoccupation quant à l'évolution de la conjoncture économique, aggravant le climat de morosité prévalant sur les marchés financiers. Dans ce contexte, les perspectives de regain de vigueur de la croissance sont apparues incertaines, une guerre contre l'Irak étant devenue de plus en plus probable.

Au *Japon*, le produit intérieur brut a augmenté, en termes réels, de 0,5% au cours des trois derniers mois de l'année 2002 contre 0,8% au troisième trimestre. Cette progression est attribuable à la bonne tenue des exportations, dont la contribution au PIB est de 0,4 point. Toutefois, la faiblesse de l'activité reflète les lenteurs des réformes structurelles et la baisse significative des crédits bancaires consécutive à la crise du système financier. La production industrielle est ressortie en baisse de 0,7% en moyenne durant le quatrième trimestre 2002, niveau le plus bas depuis 15 ans. La consommation des ménages n'a augmenté que de 0,1% au quatrième trimestre 2002, en relation notamment avec les pertes d'emplois liées aux restructurations d'entreprises. Après avoir crû de 0,3% en 2002, le produit intérieur brut devrait s'inscrire en hausse de 0,9% en 2003 selon les projections du FMI.

Dans la *zone euro*, la croissance économique est demeurée faible, le produit intérieur brut progressant de 0,2% contre 0,4% au troisième trimestre 2002. L'économie de la zone a pâti de la hausse des prix du pétrole et du renchérissement de l'euro. L'affaiblissement de la confiance des industriels s'est accentué, la production industrielle appréciée à travers l'indice synthétique de l'ensemble de la zone accusant un repli de 1,5% en décembre 2002, après une légère hausse de 0,7% en novembre et 0,2% en octobre 2002. Les dépenses de consommation, qui ont augmenté de 0,4% au cours de la période sous revue, ont constitué le principal soutien à la croissance. Les exportations sont demeurées stables, alors qu'elles avaient progressé de 2,1% au troisième trimestre et de 1,7% au deuxième trimestre 2002.

Les contre-performances enregistrées sont le reflet de la situation qui prévaut dans les principales économies de la zone. Ainsi, en Allemagne, le produit intérieur brut a stagné d'un trimestre à l'autre, tandis qu'en France, le taux de croissance du PIB est ressorti à 0,2% au quatrième trimestre, confirmant le ralentissement de l'activité par rapport au trimestre précédent où il avait augmenté de 0,3%. Sur l'année 2003, l'activité progresserait de 0,8% en zone euro, soit le même rythme qu'en 2002, après 1,4% en 2001.

Au *Royaume-Uni*, le produit intérieur brut s'est accru de 0,4% au quatrième trimestre 2002, en net fléchissement par rapport au taux de 1,1% enregistré au trimestre précédent. Cette augmentation est essentiellement imputable à la hausse de 10,1% des

dépenses publiques et à l'augmentation de 1,0% des dépenses des ménages. L'économie britannique se ressent néanmoins du repli de 1,1% de l'activité dans le secteur des services. De même, la production industrielle a globalement fléchi de 0,2% au quatrième trimestre et de 3,5% sur une base annuelle. Sur l'ensemble de l'année, la croissance économique a été de 1,6%, comparée à celle de 2,0% enregistrée en 2001.

L'évolution de l'**inflation** reflète globalement l'incidence de la hausse des prix du pétrole.

Ainsi, aux *Etats-Unis*, les prix ont progressé de 0,6% en février 2003 par rapport à janvier 2003 et de 3,0% sur une base annuelle, sous l'effet de la flambée des prix de l'énergie (+5,9%), en particulier ceux de l'essence (+9,9%). En *zone euro*, après une hausse de 0,4% au mois de janvier, les prix à la consommation ont augmenté de 0,3% en février, portant leur progression sur un an à 2,4%. Cet accroissement est principalement imputable à l'augmentation des tarifs des produits pétroliers (+3,4% sur un mois et +14,7% sur un an). Au *Japon*, l'indice des prix, qui avait reculé de 0,4% en janvier, s'est inscrit à nouveau en baisse de 0,2% un mois plus tard. Au *Royaume-Uni*, les hausses des prix de l'immobilier et du pétrole ont été les principales sources de l'inflation qui, mesurée par la variation de l'indice des prix du détail, s'est établie à 3,3% contre 2,7% en janvier 2003.

Au niveau des **politiques monétaires**, la plupart des banques centrales, se sont abstenues de toute nouvelle baisse des taux en février, la remontée des prix limitant les possibilités de détente monétaire.

Aux *Etats-Unis*, le taux objectif des fonds fédéraux et le taux d'escompte sont restés inchangés respectivement à 1,25% et 0,75% durant la période sous revue. Les taux à trois mois se sont repliés de 3 points de base à 1,27%. Les taux à long terme se sont inscrits dans la même tendance, ressortant à 3,95%, soit une baisse de 12 points de base.

La Banque Centrale Européenne a décidé de maintenir inchangés ses taux de refinancement, de dépôt et des prêts marginaux, respectivement à 3,25%, 2,25% et 4,25%. Sur le marché monétaire, l'EONIA et l'Euribor sont ressortis respectivement à 2,76% et 2,69%, tandis que les taux servis sur les emprunts à 10 ans se sont détendus à 4,06% en moyenne en février 2003.

Au *Royaume-Uni* par contre, une baisse de 25 points de base a été opérée par la Banque d'Angleterre, portant le taux d'intervention à 3,75%. En affichant une moyenne de 3,71%, le taux principal du marché monétaire à 3 mois s'est inscrit en baisse de 12 points de base en février 2003.

Au *Japon*, d'importantes injections de liquidités ont été effectuées dans le but de faciliter l'accès au crédit.

Sur les **marchés des changes**, l'euro a poursuivi son raffermissement face aux principales devises. Ainsi, la perspective d'une guerre en Irak et la dégradation des comptes publics américains ont continué de peser sur le dollar. L'euro s'est ainsi apprécié de 1,4% face au billet vert, ressortant en moyenne à 1,077 dollar. Face au yen, la monnaie unique européenne a également accentué ses gains, affichant une moyenne mensuelle de 128,604 yens, soit une augmentation de 1,97% en février par rapport à janvier 2003. L'euro s'est apprécié par rapport à la livre sterling, passant de 0,657 unité en moyenne mensuelle en janvier à 0,670 unité en février 2003.

Les **principales bourses** des pays industrialisés ont été mal orientées dans un contexte caractérisé par l'imminence d'un conflit armé contre l'Irak. Ainsi, les *indices des places américaines* se sont repliés devant l'aggravation des incertitudes géopolitiques. Le Dow Jones a reculé de 5,4% en février, tandis que le Nasdaq a perdu 8,4% dans la même période.

Dans la zone euro, l'indice Eurostoxx 50, regroupant les 50 plus grandes valeurs de la zone, a baissé de 4,8% en février 2003, du fait des effets cumulés de la morosité du secteur industriel et des tensions géopolitiques. Ce repli traduit la mauvaise tenue du CAC 40 et du DAX ressortis en recul respectivement de 4,7% et 5,2% durant la période sous revue.

Au *Japon*, la morosité de la conjoncture et les difficultés du système financier ont induit un excès de prudence des opérateurs. En conséquence, les grandes valeurs industrielles sont restées très peu prisées. Cette situation explique la baisse de 1,4% de l'indice Nikkei en février 2003.

Au *Royaume-Uni*, la bourse de Londres a pâti de l'engagement du gouvernement britannique aux côtés des Etats-Unis dans la guerre contre l'Irak. Plus que les autres indices européens, le Footsie a reculé de 5,3%, perdant les gains engrangés les mois précédents.

**Les cours mondiaux des matières premières exportées** par les pays membres de l'Union ont été caractérisés, en février 2003, par une évolution haussière des cotations du coton (3,4%), du cacao (4,2%), du caoutchouc (2,5%) et de l'or (0,7%). Les cotations de l'huile d'arachide sont demeurées fermes à 870 dollars la tonne métrique. En revanche, le marché mondial des huiles végétales a enregistré une baisse des cours de l'huile de palme (-1,6%) et de l'huiles de palmiste (-4,3%). Les prix du café et du pétrole se sont également inscrits en baisse de 0,2% et 0,8% d'un mois à l'autre.

## **II- CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA**

L'évolution de la situation économique et financière des pays de l'Union en février 2003 continue de se ressentir de la baisse des productions à la fois des cultures

vivrières et de celles d'exportation induite notamment par des conditions pluviométriques peu favorables. En outre, l'évolution de l'activité économique a continué de pâtir des conséquences de la crise en Côte d'Ivoire.

Le taux d'inflation, apprécié à travers l'indice harmonisé des prix à la consommation, calculé dans tous les Etats membres à l'exception de la Guinée Bissau, s'est inscrit, en variation mensuelle, en hausse de 0,4% en février 2003. Outre l'incidence de la crise en Côte d'Ivoire, cette évolution résulte essentiellement du renchérissement des carburants et du relèvement du tarif de l'eau dans la plupart des pays.

## II.1. ACTIVITE AGRICOLE

L'amélioration des conditions hydriques dans les pays du golfe de Guinée ainsi que dans certains pays du Sahel tels que le Burkina et le Niger y a permis la réalisation d'une campagne agricole satisfaisante. En revanche, au Sénégal, au Mali et en Guinée Bissau, les résultats de la campagne agricole 2002/2003 ont été affectés par l'impact du déficit pluviométrique, entraînant une baisse de la production vivrière par rapport à la campagne précédente.

### II.1.1 Cultures vivrières

Globalement, sur la base des données disponibles, la **production vivrière** de l'Union serait en repli de 1,2% après une hausse de 7,0% en 2001/2002. Des résultats satisfaisants ont été enregistrés dans quatre pays.

Au *Bénin*, les estimations font état d'une hausse de 0,5% de la production vivrière à 5.748.600 tonnes. Au *Burkina*, la production, estimée à 3.119.100 tonnes, connaît une augmentation de 0,6% par rapport à la campagne précédente. Le *Niger* a enregistré une production vivrière de 3.160.900 tonnes, soit un niveau quasi-équivalent à celui de la campagne 2001/2002. Au *Togo*, la production vivrière, estimée à 3.094.500 tonnes, serait en hausse de 4,0% d'une campagne à l'autre.

En revanche, dans les autres Etats membres de l'Union, les déficits pluviométriques ont induit une chute des rendements agricoles. Ainsi, en *Guinée Bissau*, la production vivrière est estimée en repli de 10,7% par rapport à la campagne 2001/2002. Le *Sénégal*, avec une chute de 20,3% de sa production vivrière, enregistre l'une de ses plus mauvaises campagnes agricoles des dix dernières années. Le *Mali* a enregistré, pour la campagne agricole 2002/2003, un démarrage tardif des pluies et une mauvaise répartition spatio-temporelle qui ont perturbé le cycle des cultures. Ainsi, la production vivrière s'établirait à 2.518.238 tonnes, en repli de 2,5% par rapport aux réalisations de la campagne précédente.

## II.1.2. Cultures d'exportation

### a) Production

Les productions des cultures d'exportation portent également l'empreinte de la situation climatique difficile qui a prévalu cette année dans la plupart des pays. A l'exception du café, les autres cultures d'exportation sont en baisse, avec des évolutions différenciées selon les pays.

La production de **café**, en s'établissant à 239.400 tonnes, est en net redressement de 27,4% par rapport à la campagne 2001/2002, du fait d'une hausse de la production en Côte d'Ivoire et au Togo. En revanche, la production de **cacao** est en recul de 4,9%, ressortant à 1.208.500 tonnes.

Le niveau global de la production de **coton-graine** atteindrait 1.819.300 tonnes contre 1.933.400 tonnes en 2001/2002, soit un repli de 5,9% par rapport à la campagne précédente. Par pays, la situation est contrastée. Au *Bénin*, les estimations situent la production de coton-graine à 450.000 tonnes, soit une hausse de 9,3% par rapport aux réalisations de la campagne précédente qui ressortiraient à 411.794 tonnes. Au *Burkina*, les récoltes sont estimées à 400.000 tonnes en 2002/2003 contre 378.522 tonnes un an auparavant, soit un accroissement de 5,7%. Au *Togo*, elles sont estimées à 168.000 tonnes, en hausse de 20,0% d'une campagne à l'autre. Au *Niger*, la production cotonnière pour la campagne 2002/2003 s'établirait à 4.700 tonnes contre une réalisation de 3.500 tonnes la campagne précédente.

Au *Mali*, la récolte est en diminution de 26,5% par rapport à l'année précédente, en liaison avec la baisse des rendements induite par les conditions climatiques peu favorables ainsi que la réduction des surfaces emblavées consécutive à la baisse de 10% du prix au producteur. En *Côte d'Ivoire*, la production de coton-graine enregistrerait une chute de 12,7%, s'établissant à 343.200 tonnes en 2002/2003 contre 393.000 tonnes la campagne précédente. Au *Sénégal*, la production de coton est estimée à 33.913 tonnes, en diminution de 5,1% par rapport à la campagne 2001/2002.

La production d'**arachide** s'est ressentie, au *Sénégal*, de la mauvaise pluviométrie, ainsi que de la désorganisation de la filière consécutive à la liquidation de la Société Nationale des Graines (SONAGRAINES) et au retrait de l'Etat du circuit de distribution des intrants. En définitive, la production d'arachide a chuté de 71,9% à 265.346 tonnes contre 943.837 tonnes en 2001/2002. Au *Bénin*, elle est attendue à 146.214 tonnes, en hausse de 16,6% par rapport à la campagne précédente.



## b) Commercialisation

Les **achats de graines d'arachide d'huilerie** sont ressortis à 7.183 tonnes à fin janvier 2003 contre 10.836 tonnes un an auparavant, soit un repli de 33,7%. Pour sa part, le volume commercialisé d'arachide de bouche s'est élevé à 1.922 tonnes.

Les achats de **café** au titre de la campagne 2002/2003 ont porté sur 1.022 tonnes à fin janvier 2003. Les exportations se sont élevées à 29.725 tonnes contre 33.226 tonnes un an plus tôt, soit une baisse de 3.501 tonnes ou 10,5%.

Les achats de **cacao** au titre de la campagne 2002/2003 ont atteint 913.935 tonnes à la date du 31 janvier 2003. Rapportée aux achats de la campagne précédente, la collecte s'est inscrite en hausse de 65.982 tonnes, soit 7,8%. L'importance des tonnages collectés est liée à la hausse des cours mondiaux du cacao.

Les quantités de coton collectées se sont établies à 569.803 tonnes à fin janvier 2003, après un niveau de 632.005 tonnes un an plus tôt, soit une baisse de 9,8%. Au *Bénin*, le volume commercialisé du coton s'est élevé à 60.943 tonnes à la date du 31 janvier 2003. Les placements de la SONAPRA ont porté sur 76.000 tonnes de fibres. Le prix au producteur a été fixé à 190 FCFA le kilogramme contre 200 FCFA un an auparavant. Au Burkina, les quantités collectées se sont situées à 205.000 tonnes. Le prix au producteur est demeuré à 200 FCFA. Au *Mali*, le volume commercialisé de coton-graine s'est établi à 286.000 tonnes à fin janvier 2003. Le prix au producteur est de 180 FCFA contre 200 FCFA un an plus tôt. Au *Sénégal*, la collecte de coton-graine s'est établie à 17.860 tonnes à fin janvier 2003, pour un objectif de collecte de 38.000 tonnes. Le prix au producteur s'est situé à 185 FCFA, soit le même niveau que l'année précédente.

## II.2. ACTIVITE MINIERE

Au cours de la période sous revue, l'évolution des productions minières a été contrastée.

La production de **pétrole brut** est ressortie, sur une base cumulée, à 1.012.200 barils à fin février 2003, soit plus d'un doublement par rapport aux réalisations de la période correspondante de 2002. Celle de **gaz**, en hausse de 2,2%, s'est établie à 8.323,2 milliards de BTU\* (British Thermal Unit) à la même période, poursuivant sa hausse entamée depuis 1994. La production cumulée de **phosphates** s'est établie à 521.200 tonnes à fin février 2003, en accroissement de 11,3% par rapport à la période correspondante de l'année 2002, sous l'effet essentiellement d'une hausse de 22,7% des extractions au Togo.

---

\* un BTU est l'équivalent de 0,028317 décimètre cube.

L'extraction d'**or** a atteint 9.604,8 kilogrammes au Mali à fin février 2003, soit une baisse de 20,0% par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Ce recul est imputable aux contre-performances enregistrées par toutes les sociétés d'exploitation de mines d'or. La même tendance est observée pour la production d'**uranium** qui s'est établie à 88,7 tonnes en février 2003, en recul de plus de moitié. Cette évolution est liée essentiellement à l'arrêt technique des usines de la COMINAK au cours des deux premiers mois de l'année 2003. Les exportations cumulées se sont établies à 180 tonnes contre 280 tonnes un an plus tôt, soit une baisse de 35,7%.

### II.3. ACTIVITE INDUSTRIELLE

Sur les deux premiers mois de l'année 2003, l'activité industrielle au sein de l'Union a reculé, en glissement annuel, de 8,9%, sous l'effet notamment de la baisse de la production du sous-secteur des industries extractives et de celle d'électricité, de gaz et d'eau. L'orientation haussière de la production manufacturière induite notamment par l'accroissement de la production textile a cependant atténué cette baisse.

Par pays, l'indice de la production industrielle (IPI) s'est accru au Bénin, au Burkina, au Mali et au Sénégal. Il a enregistré par contre une baisse en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo.

Au **Bénin**, la hausse de 17,7% de la production industrielle est liée principalement à la bonne tenue des industries agro-alimentaires, dont la production s'est inscrite en hausse de 14,8%. Ce raffermissement est imputable également au regain de dynamisme des industries chimiques (38,0%) ainsi qu'à la hausse de la production d'électricité, de gaz et d'eau (40,8%).

Au **Burkina**, la production industrielle s'est inscrite en hausse de 38,1% au terme des deux premiers mois de l'année 2003 en comparaison avec les réalisations de la période correspondante de l'année précédente. Cette évolution est imputable à l'accroissement de la production manufacturière (42,3%), sous l'effet du dynamisme de l'activité dans les industries de produits alimentaires et de boissons, ainsi que les industries textiles. Pour sa part, la production d'électricité, de gaz et d'eau a enregistré une progression modérée de 0,2%.

En **Côte d'Ivoire**, l'activité industrielle a enregistré une chute de 43,6% en glissement annuel, en raison essentiellement d'une réduction de la production de l'ensemble des sous-secteurs. En effet, les activités extractives ont reculé de 84,2% et celles des industries manufacturières de 40,8%. Pour sa part, la production d'électricité, de gaz et d'eau a baissé de 37,5%. Ces évolutions sont en relation avec les perturbations induites par la crise socio-politique.

Au **Mali**, la production industrielle a enregistré une hausse substantielle (91,5%) au terme des deux premiers mois de l'année 2003, confirmant ainsi le regain de dynamisme entamé au troisième trimestre 2002. Cette évolution reflète essentiellement la vigueur des industries textiles, de production de tabac ainsi que des industries chimiques.

Au **Niger**, l'activité industrielle s'est inscrite en baisse de 28,1% durant la période sous revue, en liaison avec le repli de la production des industries extractives et des industries manufacturières. Les contre-performances les plus marquées sont relevées dans le sous-secteur des industries textiles et celui des industries chimiques.

Au **Sénégal**, l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 0,8% au cours de la période sous revue, à la suite du raffermissement de la production des industries manufacturières (1,1%) et de celle d'électricité, de gaz et d'eau (1,4%). Cette progression reflète notamment le dynamisme des industries textiles et des industries chimiques.

Au **Togo**, l'indice de la production industrielle a enregistré, en glissement annuel, un repli de 3,3%, imputable au recul de la production des industries manufacturières et de la production d'électricité, de gaz et d'eau. Les industries extractives continuent d'afficher une bonne orientation de leur production .

#### II.4. PRIX A LA CONSOMMATION

L'indice harmonisé des prix à la consommation, établi pour tous les Etats, à l'exception de la Guinée Bissau, s'est accru en rythme mensuel de 0,4% en février 2003 contre une baisse de 0,2% en janvier 2003. Cette progression résulte essentiellement du renchérissement des carburants au Bénin, au Burkina, au Mali, au Niger et au Sénégal et du relèvement du tarif de l'eau au Burkina et au Sénégal. Elle est également liée à l'effet haussier sur les prix qu'exercent les dépenses des ménages dans le cadre des fêtes de Tabaski. La hausse des prix est atténuée par la détente des prix des céréales dans la plupart des Etats.

Par pays, l'évolution des prix est la suivante :

Au **Bénin**, l'IHPC s'est inscrit en hausse de 0,6% en février 2003 contre une baisse de 0,2% un mois plus tôt. Cette progression est liée au renchérissement des transports (4,5%), du logement (2,4%), de l'ameublement (2,2%) ainsi que des soins de santé (0,8%). La hausse des prix des carburants vendus en vrac, induite par des perturbations dans le secteur de la distribution de produits pétroliers au Nigéria, explique l'évolution de la composante "transport". Quant à la fonction "logement", la progression de ses prix est due à la hausse du prix du charbon de bois. Toutefois, la décre de 1% des prix des produits alimentaires, induite par l'amélioration de l'offre de céréales, de légumes et de tubercules, a atténué cette hausse. En glissement annuel, le taux d'inflation est passé

de 2,8% en janvier 2003 à 3,3% en février 2003.

Au **Burkina**, l'indice harmonisé des prix à la consommation s'est accru, en rythme mensuel, de 0,7% en février 2003, après la hausse de 0,3% en janvier 2003. Cette augmentation est liée au relèvement de 4,4% du tarif de l'eau courante pour compter du 1<sup>er</sup> février 2003, à la révision à la hausse des prix des carburants et au renchérissement des combustibles solides (charbon de bois). La flambée des prix des boissons et de la viande, en rapport avec la fête de Tabaski et l'organisation du Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou explique également cette évolution haussière. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est établi à 2,2% en février 2003 contre 3,8% en janvier 2003.

En **Côte d'Ivoire**, l'indice harmonisé des prix à la consommation s'est inscrit en hausse de 0,7%, en rythme mensuel, poursuivant ainsi la tendance haussière entamée depuis le mois de septembre 2002. Cette évolution est imputable au renchérissement des produits alimentaires (1,5%), des services des hôtels-bars-restaurants (2,0%), des prix du logement (0,4%) et, dans une moindre mesure, des coûts du transport (0,2%). En glissement annuel, le taux d'inflation s'est établi à 3,9% en février 2003 contre 3,2% un mois plus tôt.

Au **Mali**, l'IHPC s'est accru en rythme mensuel de 0,8% en février 2003, après un repli de 2,0% un mois auparavant. Cette progression du niveau général des prix à la consommation provient notamment du relèvement des prix à la pompe des produits pétroliers. Elle est imputable également à l'insuffisance de l'offre d'oléagineux et des produits de la pêche importés. Toutefois, la baisse des prix des légumes et des médicaments a atténué cette tendance haussière. En glissement annuel, l'indice harmonisé des prix à la consommation s'est inscrit en hausse de 2,8% en février contre 2,6% un mois plus tôt.

Au **Niger**, le niveau général des prix à la consommation est ressorti, en rythme mensuel, en hausse de 0,9% en février 2003, rompant ainsi avec la baisse enregistrée en janvier 2003. La progression est liée au renchérissement des produits alimentaires ainsi qu'à la révision à la hausse des prix des produits pétroliers, en raison de la remontée des cours mondiaux. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est établi à 0,4% en février 2003 contre 0,1% en janvier 2003.

Au **Sénégal**, l'indice harmonisé des prix à la consommation s'est inscrit en rythme mensuel en repli de 0,3%, après une hausse de 0,1% un mois auparavant. Cette détente des prix est imputable essentiellement à la fonction "alimentation", sous l'effet de l'amélioration de l'offre de fruits et des produits de la pêche ainsi que de la poursuite de la baisse des prix des céréales. Elle résulte également du repli des prix des appareils ménagers. Cependant, le relèvement des prix des produits pétroliers a atténué cette évolution baissière. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est situé à 0,4% en février 2003 contre 0,1% en janvier 2003.

Au **Togo**, l'IHPC s'est inscrit en rythme mensuel en baisse de 0,3% au cours de la période sous revue, après une hausse de 0,1% un mois plus tôt. Cette détente des prix à la consommation est liée essentiellement à la décreue des prix des autres biens et services et des soins de santé. Cependant, le renchérissement des articles d'habillement et des services de transport a limité la baisse des prix. En glissement annuel, le taux d'inflation est passé de -0,2% en janvier 2003 à 0,4% en février 2003.

## II.5. FINANCES PUBLIQUES

Les données disponibles portent sur les réalisations à fin décembre 2002 pour tous les pays à l'exception du Mali et du Sénégal pour lesquels l'information porte sur leurs situations de trésorerie à fin janvier 2003.

Au **Mali**, sur la base des données provisoires, la situation de la trésorerie de l'Etat au cours du mois de janvier 2003 s'est soldée par un excédent de 30,2 milliards.

Les recettes totales sont ressorties à 48,1 milliards contre des projections de 450,0 milliards pour l'année 2003, soit 10,7% en termes de réalisation. Les recettes budgétaires ont représenté 53,2% des recettes totales et se sont situées à 25,6 milliards, tandis que les recettes des fonds spéciaux se sont chiffrées à 3,2 milliards. Les dépenses totales ont été exécutées à hauteur de 17,9 milliards, dont 14,8 milliards au titre des dépenses courantes représentant 3,0% des projections pour 2003.

Au **Sénégal**, la situation de trésorerie de l'Etat fait ressortir, à fin janvier 2003, un excédent de 1,1 milliard.

Les recettes totales se sont fixées à 49,3 milliards contre des projections de 728,3 milliards à fin décembre 2003, soit un taux d'exécution de 6,8%. Les recettes fiscales, à fin janvier 2003, sont ressorties à 45,1 milliards, tandis que les recettes non fiscales ont atteint 4,3 milliards.

Les charges budgétaires totales ont été exécutées à hauteur de 57,8 milliards durant le premier mois de l'année. La masse salariale s'est fixée à 20,3 milliards en janvier 2003.

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée au **Bénin** par un déficit, base engagements, hors dons, de 39,6 milliards ou 2,1% du PIB, en diminution de 11,1 milliards par rapport à son niveau de l'année précédente. Le solde budgétaire de base est ressorti excédentaire de 12,8 milliards ou 0,7% du PIB contre 0,2% un an plus tôt.

Cette consolidation de la position budgétaire est imputable au rythme satisfaisant de recouvrement des recettes fiscales qui se sont inscrites en hausse de 14,2% pour s'établir à 282,5 milliards. En revanche, les dons mobilisés, évalués à 10,0 milliards,

ont enregistré une baisse de 30,4 milliards d'une année à l'autre. Les dépenses et prêts nets ont augmenté de 7,8% pour se situer à 357,8 milliards, du fait exclusivement de la hausse de 27,1 milliards des dépenses courantes, passées de 231,7 milliards à 258,8 milliards d'une année à l'autre. Les dépenses en capital sont ressorties en recul à 95,8 milliards pour la deuxième année consécutive.

Au **Burkina**, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit, base engagements, hors dons, de 163,6 milliards contre 152,7 milliards en 2001. Le solde budgétaire de base est ressorti déficitaire de 70,5 milliards, soit un quasi-doublement par rapport aux réalisations de 39,7 milliards un an plus tôt.

Les recettes et dons se sont établis à 335,2 milliards en 2002, en hausse de 22,0 milliards. Les recettes fiscales se sont accrues de 12,7% pour se chiffrer à 240,2 milliards en 2002.

Les dépenses totales et prêts nets sont ressortis à 422,5 milliards, en augmentation de 41,9 milliards. Les dépenses courantes se sont inscrites en hausse de 13,2% pour se chiffrer à 243,4 milliards, en liaison avec l'augmentation de 5,7% de la masse salariale et de 23,4% des autres dépenses. Au total, les dépenses courantes ont représenté 13,4% du PIB contre 12,6% en 2001. Les dépenses en capital se sont inscrites en hausse de 7,0% pour s'établir à 179,2 milliards.

En **Côte d'Ivoire**, les opérations financières de l'Etat ont dégagé un solde global, base engagements, hors dons, déficitaire de 98,4 milliards, après un excédent de 29,4 milliards en 2001 ou 0,4% du PIB. Le niveau du solde budgétaire de base, ressorti à 98,3 milliards en 2001 ou 1,2% du PIB, s'est fortement amoindri, s'établissant à 9,2 milliards ou 0,1% du PIB.

Les recettes et dons sont ressortis à 1.482,9 milliards en 2002, en hausse de 106,3 milliards, du fait de l'augmentation des recettes fiscales qui se sont accrues de 5,8% pour se chiffrer à 1.235,6 milliards, en liaison notamment avec l'accroissement des droits perçus au titre du Droit Unique de Sortie (DUS) sur les exportations de cacao. Les recettes non fiscales ont également progressé de 64,5 milliards pour s'établir à 232,4 milliards. Les dons mobilisés ont, par contre, baissé de 25,4 milliards. Les dépenses et prêts nets se sont chiffrés à 1.566,4 milliards contre 1.306,9 milliards en 2001, soit une hausse de 259,5 milliards imputable à l'accroissement des dépenses courantes et des investissements publics. L'augmentation des dépenses courantes a été induite par la hausse simultanée de la masse salariale et des autres dépenses qui ont progressé respectivement de 38,4 milliards et 125,1 milliards. Les dépenses en capital ont enregistré un redressement de 58,8% pour se chiffrer à 233,6 milliards, après la baisse observée en 2001.

En **Guinée Bissau**, le déficit, base engagements, hors dons, s'est sensiblement accru, passant de 2,2 milliards à 24,8 milliards d'une année à l'autre. Le solde budgétaire de base est ressorti déficitaire d'environ 7,6% du PIB après un excédent de 1,1% du PIB en 2001. Les recettes et dons se sont chiffrés à 27,8 milliards contre 32,2 milliards en 2001, soit une diminution de 4,4 milliards. Les recettes fiscales se sont inscrites en baisse de 23,5%, en liaison avec l'atonie de l'activité économique. Les dons mobilisés se sont chiffrés à 7,1 milliards, en progression de 3,6 milliards.

Les dépenses et prêts nets se sont élevés à 45,5 milliards, en augmentation de 14,6 milliards, en liaison avec la hausse de 6,8 milliards du paiement d'intérêts sur la dette extérieure et de 1,2 milliard des autres dépenses de fonctionnement. Pour leur part, les dépenses en capital se sont accrues de 7,9 milliards en ressortant à 12,4 milliards.

Au **Niger**, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est amélioré en passant de 105,7 milliards à 98,7 milliards en 2002. Le solde budgétaire de base, déficitaire, a représenté 1,5% du PIB contre 3,1% en 2001.

Les recettes et dons se sont chiffrés à 214,7 milliards en 2002, en augmentation de 30,2 milliards, induite par la hausse des recettes douanières. Les dons se sont inscrits en hausse de 1,6 milliard pour se chiffrer à 53,8 milliards en 2002. Les dépenses et prêts nets se sont élevés à 259,6 milliards contre 238,0 milliards en 2001, soit une augmentation de 9,1%, imputable à l'ensemble des composantes. Les dépenses courantes ont progressé de 5,5% pour se chiffrer à 155,2 milliards en 2002, reflétant essentiellement un accroissement des salaires et des autres dépenses de fonctionnement. Les dépenses en capital, qui se sont établies à 96,5 milliards, ont progressé de 18,6%.

Au **Togo**, les opérations consolidées de l'Etat ont dégagé un déficit global, base engagements, hors dons, de 28,5 milliards en 2002 contre 24,3 milliards l'année précédente. Le solde budgétaire de base, demeuré déficitaire, a doublé d'une année à l'autre en s'établissant à 7,2 milliards.

Les recettes et dons se sont chiffrés à 153,0 milliards, en accroissement de 20,9 milliards, imputable à la hausse de 12,2 milliards des recettes fiscales et de celle de 8,0 milliards des dons. Les dépenses et prêts nets ont augmenté de 17,1 milliards par rapport aux réalisations de 2001, en s'établissant à 168,9 milliards, à la suite d'une augmentation de 15,9 milliards des dépenses courantes.

**L'encours de la dette publique extérieure des Etats membres de l'Union** est estimé à 15.641,6 milliards (25,0 milliards de dollars US) à fin décembre 2002 contre 15.986,5 milliards de FCFA (21,5 milliards de dollars US) à fin 2001, soit une baisse de 344,9 milliards. La réduction de dette consentie par le Club de Paris à la Côte d'Ivoire explique en partie la baisse du niveau de l'encours. La dépréciation du dollar des Etats-Unis, monnaie dans laquelle est libellée près de la moitié de l'encours de la dette, constitue

également un facteur explicatif de cette évolution. En conséquence, le ratio de l'encours de la dette sur le PIB a connu une nette amélioration en ressortant à 76,6% contre 83,3% un an plus tôt.

Le service réglé s'est situé à 716,8 milliards. Il a absorbé 24% des recettes fiscales contre 19,1% l'année précédente.

Au titre de l'Initiative PPTE, le Burkina a atteint son point d'achèvement en avril 2002. Il devrait bénéficier d'un allègement total de dette de 930 millions de dollars des Etats-Unis en valeur nominale à partir de cette date. Il en résulterait des économies de charges de 23,3 milliards de FCFA par an pendant 25 ans. La Côte d'Ivoire, en raison de la crise survenue en cours d'année, n'a pas pu mettre en œuvre les mesures nécessaires pour accéder au point de décision de l'Initiative renforcée en 2002. Elle avait cependant bénéficié, dans cette perspective, d'un allègement de dette de 877,0 milliards de FCFA par le Club de Paris en juin 2002. Le Bénin et le Mali devraient atteindre leur point d'achèvement en mars 2003, au titre de l'Initiative renforcée qui induirait des économies de charges respectivement de 9,6 milliards et 18,7 milliards par an pendant 30 ans.

## **II.6. SITUATION MONETAIRE ET OPERATIONS SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE**

### **II-6.1 SITUATION MONETAIRE**

A fin février 2003, la situation monétaire a été marquée par un renforcement des avoirs extérieurs nets, un repli du crédit intérieur en relation avec l'amélioration de la Position Nette des Gouvernements ainsi qu'un accroissement de la masse monétaire.

Par pays, les évolutions ci-après ont été observées.

Au **Bénin**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 386,1 milliards à fin février 2003 contre 379,3 milliards un mois plus tôt. Cette hausse de 6,8 milliards résulte du renforcement de 9,4 milliards des disponibilités extérieures de l'Institut d'émission et du repli de 2,6 milliards de celles des banques.

L'encours du *crédit intérieur* est ressorti à 129,4 milliards à fin février 2003, en hausse de 1,8 milliard, du fait de l'accroissement de 14,2 milliards des crédits à l'économie atténué par l'amélioration de 12,4 milliards de la Position Nette du Gouvernement. Les crédits à court terme se sont accrus de 14,5 milliards ou 9,3% pour se chiffrer à 170,3 milliards tandis que ceux à moyen et long terme se sont repliés de 0,3 milliard pour s'établir à 62,6 milliards. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont accrus de 57,1 milliards, soit 32,5%.

La *masse monétaire* s'est, pour sa part, accrue de 11,6 milliards pour se fixer à 499,2 milliards. Cette hausse de la liquidité globale, imputable à celle de ses



contreparties, reflète l'accroissement de 30,6 milliards de la circulation fiduciaire et le repli de 19,0 milliards des dépôts. Par rapport à fin février 2002, la liquidité globale a baissé de 21,8 milliards ou 4,2%.

Au **Burkina**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires ont baissé de 3,0 milliards pour se situer à 126,3 milliards à fin février 2003. Ce repli est imputable à la dégradation de 9,0 milliards de la position extérieure nette des banques, atténuée par l'amélioration de 6,0 milliards de celle de l'Institut d'émission.

L'encours du *crédit intérieur* s'est situé à 356,0 milliards à fin février 2003, soit une hausse de 22,0 milliards ou 6,6%, en raison de l'accroissement de 24,4 milliards des crédits à l'économie et de l'amélioration de 2,4 milliards de la PNG. Entre février 2002 et février 2003, les crédits à l'économie ont connu une hausse de 63,9 milliards, soit 24,0%.

La *liquidité globale* s'est établie à 456,2 milliards, marquant ainsi une hausse de 16,2 milliards ou 3,7% d'un mois à l'autre, en relation avec la hausse du crédit intérieur. Cette évolution se traduit par l'accroissement de 8,6 milliards ou 2,4% des dépôts et celui de 7,6 milliards ou 9,0% de la circulation fiduciaire. Par rapport à fin février 2002, la masse monétaire est ressortie en hausse de 20,1 milliards ou 4,6%.

En **Côte d'Ivoire**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont élevés à 1.011,0 milliards à fin février 2003, en accroissement de 10,5 milliards. Cet accroissement a été impulsé par la hausse de 11,9 milliards des disponibilités extérieures des banques, les réserves de la Banque Centrale s'étant repliées de 1,4 milliard.

L'encours du *crédit intérieur*, en se situant à 1.478,5 milliards, est en baisse de 93,4 milliards d'un mois à l'autre, en liaison avec le recul de 65,9 milliards ou 5,8% des crédits à l'économie et l'amélioration de 27,5 milliards ou 6,2% de la PNG. La contraction des crédits à l'économie résulte essentiellement de celle de 62,8 milliards des crédits à court terme dont 13,2 milliards au titre des crédits de campagne. Entre février 2002 et février 2003, les crédits à l'économie ont connu une hausse de 12,4 milliards, soit 1,2%.

En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la *masse monétaire* s'est repliée de 84,2 milliards ou 3,4% pour se situer à un niveau de 2.361,6 milliards. La circulation fiduciaire et les dépôts sont respectivement en baisse de 59,7 milliards et de 24,5 milliards. Comparée à son niveau atteint à fin février 2002, la liquidité globale s'est accrue de 478,3 milliards ou 25,4%.

En **Guinée Bissau**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 58,9 milliards, en accroissement de 1,1 milliard par rapport à leur niveau de fin janvier 2003. Cette situation reflète une amélioration de 1,4 milliard des disponibilités extérieures de l'Institut d'émission et un repli de 0,3 milliard de celles des banques.

L'encours du *crédit intérieur* est resté quasi stable à 21,9 milliards entre janvier et février 2003, en raison d'une détérioration de 0,6 milliard de la PNG et d'une baisse des crédits à l'économie d'un montant équivalent. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont repliés de 3,2 milliards, soit 60,4%.

La *masse monétaire*, en se situant à 81,2 milliards, a enregistré un accroissement de 2,3 milliards ou 2,9%, essentiellement du fait de celui des avoirs extérieurs nets tandis que l'encours du crédit intérieur n'a pas connu d'évolution. Cette situation se reflète par l'augmentation de 2,5 milliards de la circulation fiduciaire. En glissement annuel, la liquidité globale s'est renforcée de 8,7 milliards ou 12,0%.

Au **Mali**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont renforcés de 21,6 milliards pour se situer à 343,8 milliards à fin février 2003. Cette augmentation est imputable à la hausse de 12,8 milliards des avoirs extérieurs nets des banques et de 8,8 milliards de ceux de l'Institut d'émission.

L'encours du *crédit intérieur*, en hausse de 11,5 milliards, est ressorti à 371,9 milliards, en raison de l'accroissement de 12,1 milliards ou 3,1% des crédits à l'économie et de l'amélioration de 0,6 milliard de la Position Nette du Gouvernement. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont accrus de 38,2 milliards, soit 10,5%.

La *masse monétaire*, établie à 676,3 milliards, a enregistré une hausse de 37,3 milliards en rapport avec celle de ses contreparties entraînant l'accroissement de 19,4 milliards ou 7,7% de la circulation fiduciaire et de 17,9 milliards ou 4,6% des dépôts. En glissement annuel, la liquidité globale s'est accrue de 151,5 milliards ou 28,9%.

Au **Niger**, les *avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont renforcés de 3,8 milliards pour se situer à 11,2 milliards à fin février 2003. Cette amélioration est imputable au renforcement de 3,0 milliards de la position extérieure nette des banques et de 0,8 milliard de celle de l'Institut d'émission.

L'encours du *crédit intérieur* s'est accru de 5,7 milliards, en s'établissant à 141,2 milliards à fin février 2003, en raison de l'aggravation de 7,8 milliards de la Position Nette du Gouvernement et de la baisse de 2,1 milliards des crédits à l'économie. Les concours à court terme ont représenté 83,2% tandis que ceux à moyen et long terme ont représenté 16,8% du total des concours bancaires à l'économie. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont accrus de 4,9 milliards, soit 7,0%.

La *masse monétaire*, établie à 144,9 milliards, a enregistré un accroissement de 11,2 milliards en février 2003, en raison de la hausse des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. La circulation fiduciaire s'est accrue de 11,5 milliards ou 43,6%. En glissement annuel, la liquidité globale s'est accrue de 15,4 milliards ou 11,9%.

Au **Sénégal**, les *avoirs extérieurs nets* se sont améliorés de 11,2 milliards en février 2003, en ressortant à 300,5 milliards, du fait de la hausse de 15,9 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale.

Le *crédit intérieur* s'est établi à 769,2 milliards à fin février 2003 contre un niveau de 784,2 milliards atteint un mois plus tôt, du fait de l'amélioration de 16,5 milliards de la Position Nette du Gouvernement et de la hausse de 1,5 milliard des crédits à l'économie. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont augmenté de 45,8 milliards, soit 7,1%.

La *masse monétaire* s'est élevée à 960,7 milliards, marquant ainsi une baisse de 2,0 milliards liée à celle du crédit intérieur. La circulation fiduciaire est en repli de 8,1 milliards ou 4,3%. Les dépôts se sont, pour leur part, accrus de 6,1 milliards. Par rapport à fin février 2002, la liquidité globale est restée au même niveau.

Au **Togo**, la *position extérieure nette* des institutions monétaires s'est établie à 71,8 milliards, en hausse de 4,0 milliards par rapport au niveau atteint en janvier 2003. Les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission se sont améliorés de 3,0 milliards et ceux des banques de 1,0 milliard.

L'encours du *crédit intérieur* s'est fixé à 160,3 milliards, en recul de 1,6 milliard, sous l'effet de l'amélioration de 6,1 milliards de la Position Nette du Gouvernement, compensée par la hausse de 4,5 milliards des crédits à l'économie. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie se sont repliés de 4,6 milliards, soit 3,6%.

La *masse monétaire* s'est accrue de 7,1 milliards, en ressortant à 239,4 milliards. Cette hausse est portée par la circulation fiduciaire qui a augmenté de 5,4 milliards. Les dépôts ont connu une progression plus modérée de 1,7 milliard. Par rapport à fin février 2002, la liquidité globale est en baisse de 7,5 milliards.

En février 2003, les *interventions de la Banque Centrale* se sont élevées à 419,0 milliards, en baisse de 7,5 milliards par rapport à fin janvier 2003. Les concours aux banques et établissements financiers sont en hausse de 6,7 milliards pour se situer à 20,9 milliards, tandis que les concours aux Trésors nationaux, en recul de 14,2 milliards, se sont établis à 398,1 milliards. Le repli des concours aux Trésors nationaux est essentiellement le fait du remboursement de 19,8 milliards au titre des avances statutaires de la BCEAO.

## **II.6.2. Opérations sur le marché interbancaire**

Le marché interbancaire a été caractérisé en février 2003 par la baisse du volume des opérations et une relative détente des taux d'intérêt. Les compartiments à un jour et un mois sont restés les plus actifs. Toutes les places de l'Union ont participé à l'animation du marché, à l'exception de celle de Guinée Bissau .

Les places les plus actives de l'Union ont été celles de Dakar et d'Abidjan. Les principales banques offeuses de ressources ont été la Banque de l'Habitat du Sénégal, la Banque de Développement du Mali et la Banque Of Africa de Côte d'Ivoire. Les plus importants bénéficiaires ont été le Crédit Lyonnais Sénégal et la Compagnie Bancaire de l'Atlantique de Côte d'Ivoire. Les places d'Abidjan, de Bamako et de Dakar ont constitué les principales pourvoyeuses de ressources de l'Union, les offres excédant les demandes locales.

Le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires s'est établi à 13,7 milliards en février 2003, accusant ainsi un repli, en variation mensuelle, de 4,8 milliards et une baisse en rythme annuel de 4,1 milliards. L'encours moyen des prêts recensés au cours de la période a également enregistré un repli mensuel de 10,0 milliards pour se situer à 71,5 milliards. A la période correspondante de l'année 2002, l'encours moyen s'était inscrit à 94,9 milliards.

Les taux d'intérêt se sont situés à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 2,58% et 10,00% contre 2,77% et 8,25% le mois précédent.

L'analyse par compartiment laisse apparaître les évolutions suivantes :

**A un jour**, le volume moyen hebdomadaire des prêts est retombé à 4,3 milliards en février 2003 après 11,2 milliards le mois précédent. Comparé aux réalisations en février 2002, ce niveau des prêts interbancaires traduit un recul de 2,7 milliards. Le taux moyen pondéré est ressorti à 4,28% contre 4,13% d'un mois à l'autre, mais enregistre une baisse de 1,26 point de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente.

**A une semaine**, les transactions se sont établies en moyenne à 1,2 milliard, affichant une hausse mensuelle de 0,8 milliard. En glissement annuel, elles sont en repli de 1,5 milliard. Le taux moyen pondéré est passé de 4,00% en janvier 2003 à 4,61%. Il accuse cependant un recul de 0,32 point de pourcentage d'une année à l'autre. A deux semaines, aucune transaction n'a été relevée, contrairement au mois précédent où des opérations d'un montant moyen de 200 millions au taux moyen pondéré de 2,79% avaient été observées. Un an plus tôt, le compartiment n'avait enregistré aucune transaction.

**A un mois**, les prêts ont baissé de 0,7 milliard, ressortant à 4,1 milliards. D'une année à l'autre, ils ont enregistré une hausse de 0,8 milliard. Le taux moyen pondéré s'est établi à 4,39% contre 4,75% le mois précédent et 5,95% en février 2002. A trois mois, les opérations sont passées de 1,3 milliard à 2,5 milliards. Le taux moyen pondéré s'est situé à 5,01% contre 5,44% en janvier 2003. Douze mois plus tôt, des transactions d'un montant moyen de 4,4 milliards au taux moyen pondéré de 5,57% avaient été relevées. A six mois, les prêts sont ressortis à 1,6 milliard contre 0,6 milliard le mois précédent et 0,4 milliard en février 2002. Le taux moyen pondéré s'est établi à 6,58% contre 7,25% le mois précédent. Au cours de la période correspondante de l'année 2002, un taux de 4,73% avait été enregistré.

## II.7. EVOLUTION DU MARCHÉ FINANCIER

L'activité de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été caractérisée, au cours du mois de février 2003, par le paiement du dividende de la SOLIBRA, des intérêts annuels de l'emprunt SAGA-CI 7,5% 2002-2007 ainsi que des intérêts et le remboursement partiel de l'emprunt CIMTOGO 7,5% 1999-2004.

Sur le marché des actions, l'évolution des indices a été contrastée. Le *BRVM<sub>10</sub>* s'est inscrit en hausse, alors que l'indice composite s'est, quelque peu, replié. Les transactions ont accusé, pour leur part, un recul de 49,3% en volume et de 24,6% en valeur, passant de 29.284 titres d'une valeur de 625,4 millions, en janvier 2003, à 14.851 titres, en février, représentant 471,5 millions. En effet, indice *BRVM<sub>10</sub>* a progressé de 1,2%, tandis que l'indice composite s'est situé en recul de 0,2%, passant respectivement de 81,79 à 82,73 points et de 73,36 à 73,24 points. Les actions SONATEL SN, BOA BN et NESTLE CI ont été les valeurs les plus actives, avec des volumes respectifs de 7.190 titres, 3.059 titres et 1.917 titres, pour des valeurs respectives de 152,6 millions, 116,2 millions et 139,0 millions. Sur le marché obligataire, les transactions se sont inscrites en hausse.

**Par rapport à la date de démarrage des activités de la Bourse, les indices *BRVM<sub>10</sub>* et *BRVM composite* sont en repli respectivement de 17,3% et 26,8%.** Les baisses les plus marquées ont concerné les actions *SHELL CI* (-64,1%), *SOGB CI* (-52,4%) et *FILTISAC CI* (-49,0%). En revanche, l'action *BOA BN* a enregistré une hausse de 26,6% par rapport à son cours d'introduction.

Les **indices sectoriels** de la BRVM se sont inscrits, pour la plupart, en baisse, au cours du mois de février. Le plus fort recul a concerné l'indice *BRVM Finances* (-5,6%), tandis que l'indice *BRVM Services Publics* enregistrait une progression de 4,4%.

La **capitalisation totale du marché des actions** est en diminution de 0,2%, s'établissant à 821,2 milliards contre 822,5 milliards le mois précédent. Celle du *BRVM<sub>10</sub>* a augmenté de 1,2%, se fixant à 570,2 milliards. Par rapport à la date de démarrage des activités de la BRVM, la capitalisation totale s'est réduite de 15,0 milliards ou 1,8%.

Sur le **marché obligataire**, les transactions ont augmenté, passant de 2.931 titres représentant 37,9 millions, en janvier 2003, à 3.782 titres d'une valeur de 51,1 millions au cours de la période sous revue. La capitalisation du marché obligataire est ressortie à 153,4 milliards à fin février 2003, en baisse de 3,3 milliards par rapport au mois précédent.

## **II.8. RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR ET EVOLUTION DES TRANSFERTS**

### **II.8.1. Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation de ressources extérieures**

Cinq Etats membres de l'Union ont poursuivi la mise en œuvre de programmes économiques et financiers conclus avec le Fonds Monétaire International (FMI).

L'appui financier des partenaires au développement à la mise en œuvre des réformes s'est établi, au titre de l'année 2002, à 539,8 milliards de FCFA contre une prévision de 807,0 milliards, soit un taux de réalisation de 66,9%. Au titre de l'année 2001, l'apport financier de la communauté internationale était de 329,8 milliards de FCFA représentant 80,1% des montants attendus.

Les contributions reçues des organismes multilatéraux se sont chiffrées à 464,8 milliards de FCFA, en retrait de 211,6 milliards (31,3%) par rapport aux prévisions. Elles proviennent notamment de la Banque Mondiale (234,3 milliards, soit 75,7% des prévisions), du Fonds Monétaire International (98,1 milliards représentant 60,6% des concours programmés), du Groupe de la Banque Africaine de Développement (5,4 milliards ou 56,8% des prévisions) et de l'Union Européenne (5,2 milliards ou 10,6% des sommes attendues). Le non-décaissement par l'Union Européenne des concours de 39,0 milliards en faveur de la Côte d'Ivoire explique le faible taux de mobilisation enregistré au niveau de cette organisation. Les apports des partenaires bilatéraux se sont chiffrés à 75,0 milliards contre 130,6 milliards prévus, soit un taux de réalisation de 57,4%.

L'accroissement des concours mobilisés de 210,8 milliards (63,4%) par rapport à l'année 2001 provient en partie du rétablissement des relations de la Côte d'Ivoire avec les principaux partenaires au développement. En effet, les décaissements obtenus au cours des neuf premiers mois de l'année 2002 se sont établis à 252,7 milliards, comparés à un niveau quasiment nul en 2001. Toutefois, les événements survenus en Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002 n'ont pas permis de conforter les bonnes performances des huit premiers mois de l'année 2002. Par ailleurs, l'absence de programmes économiques soutenus par les ressources de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance en Guinée Bissau et au Togo a également limité le potentiel de mobilisation de ressources en 2002.

Dans le cadre de l'allégement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), les Etats membres de l'Union ont bénéficié, en 2002, d'une réduction du service de leur dette extérieure envers l'ensemble des créanciers d'un montant de 97,0 milliards dont 15,0 milliards au titre du Fonds Monétaire International.

## **II.8.2. Etat d'exécution des programmes économiques et financiers**

Par pays, l'état d'exécution des programmes économiques et financiers se présente comme suit :

Une mission conjointe du FMI et de la Banque Mondiale a séjourné au **Bénin** du 4 au 18 décembre 2002, en vue de procéder à la quatrième revue du programme triennal au titre de la FRPC, de discuter du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et d'examiner l'état d'avancement des mesures requises pour atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE.

Il ressort de l'évaluation faite par les services du Fonds que le taux de croissance réel du PIB s'est établi à 5,8% en 2002, en légère accélération (0,8 point de pourcentage) par rapport à 2001, en liaison principalement avec les performances enregistrées dans le secteur cotonnier. Le déficit extérieur courant, hors transferts officiels, se situerait à 7,9% du PIB contre 6,7% en 2001, en raison de la baisse de 7,1% des recettes d'exportation du coton.

Au plan des **réformes structurelles**, le processus de restructuration et de libéralisation du secteur du coton a été poursuivi avec notamment le transfert de la commercialisation et de la collecte du coton-graine de la Société Nationale de Promotion Agricole (SONAPRA) à la Centrale de Sécurisation du Paiement et du Recouvrement qui regroupe les égreneurs, les distributeurs d'intrants et les producteurs. En outre, la stratégie de privatisation de la SONAPRA a été adoptée en mai 2002. De même, le Gouvernement a préparé le cadre juridique de la scission de l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) en deux branches (Poste et Télécommunications) et arrêté la stratégie d'ouverture du capital de la branche électricité de la Société Béninoise d'Eau et d'Electricité (SBEE) au secteur privé. Par ailleurs, les importations et le prix du ciment ont été libéralisés à compter du 1<sup>er</sup> août 2002. Au titre de la réforme de la fonction publique, le Gouvernement n'a pu mettre en place le nouveau mécanisme d'avancement au mérite, l'Assemblée Nationale n'ayant pas examiné l'amendement de la loi y afférente.

Tous les **critères quantitatifs** à fin septembre 2002 ont été respectés, à l'exception de celui concernant la masse salariale qui a enregistré un dépassement de 2,0 milliards et de celui portant sur les dépenses d'éducation et de santé ressorties inférieures à la norme arrêtée. En outre, tous les repères structurels ont été respectés, à savoir l'adoption de plans d'actions relatifs respectivement à la cession des parts de l'Etat dans la « Continental Bank », au recouvrement des arriérés de taxes douanières et des dividendes dus par la Société Nationale de Commercialisation des Produits Pétroliers (SONACOP), au rétablissement de l'équilibre financier de la SBEE et à la finalisation d'une étude sur le fonctionnement des comptes de régisseurs.

Au **Burkina**, le programme triennal au titre de la FRPC, mis en place le 10 septembre 1999 est arrivé à échéance à la fin de l'année 2002.

Lors de la dernière revue dudit programme, l'évaluation de la conduite des réformes a fait apparaître que, dans l'ensemble, les bonnes performances enregistrées en 2001 se sont poursuivies en 2002 nonobstant le non-respect de deux critères de performance relatifs à la variation cumulative du financement intérieur net et à l'élimination de 59 lignes de produits sujets à des valeurs de référence en matière d'évaluation en douane.

**Pour l'année 2002**, le taux de croissance réel du PIB est estimé à 5,5%, contre 5,7% en 2001. Cette bonne tenue de l'activité économique est imputable à la hausse de la production de coton-graine par rapport à la campagne précédente et à une bonne récolte céréalière, liées à une pluviosité adéquate. Le déficit des transactions courantes, hors dons, s'établirait à 14,0% du PIB contre 15,9% en 2001, en raison essentiellement d'une hausse des exportations induite par l'accroissement de la production de coton.

Les **mesures structurelles** ont été axées sur la réforme du secteur coton, la privatisation des entreprises publiques et l'amélioration de la gestion des finances publiques. Ainsi, la suppression du monopole de la Société des Fibres Textiles (SOFITEX) dans la collecte et la commercialisation du coton-graine a permis aux acteurs privés de s'impliquer davantage dans la filière cotonnière, notamment par l'approvisionnement des producteurs en intrants tels que les engrais, les insecticides et les herbicides. De même, le processus de privatisation s'est poursuivi en 2002 avec notamment le désengagement de l'Etat de la Société Nationale de Cinéma du Burkina (SONACIB) et de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA). Par ailleurs, le démarrage des activités de la Cour des comptes et la mise en place de la Haute Autorité de lutte contre la corruption devraient permettre une meilleure transparence dans la gestion des affaires publiques.

En **Côte d'Ivoire**, les Autorités ont mis en place, le 27 mars 2002, un accord couvrant la période 2002-2004 et soutenu par les ressources de la FRPC. L'évaluation de l'exécution du programme au cours du premier semestre de l'année 2002 a fait ressortir des résultats contrastés, notamment le ralentissement des activités dans le secteur primaire et une légère hausse de la production dans les secteurs industriel et tertiaire. Ainsi, le programme prévoyait un taux de croissance réel du PIB en 2002 de 1,1% comparé à une prévision de 3,0%. En relation avec l'amélioration des termes de l'échange, liée essentiellement à la bonne tenue des cours du cacao, il était projeté un solde du compte courant extérieur, hors transferts officiels, excédentaire de 0,8% du PIB en 2002 contre un déficit de 2,0% en 2001.

Au titre des **réformes structurelles**, l'évaluation de l'application du programme a révélé quelques retards observés dans certains secteurs. En effet, si l'audit de la fonction publique a été achevé à fin juin 2002 et l'étude sur le mécanisme de



commercialisation du cacao réalisée comme prévu, le repère structurel relatif à l'inventaire complet et l'apurement des dettes croisées entre l'Etat et les opérateurs du secteur de l'énergie n'a pas été respecté à fin mars 2002. La mise en place d'un nouveau mécanisme d'ajustement automatique des prix des produits pétroliers a également accusé des retards. En outre, le plan de réforme de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE), visant la restauration de son équilibre financier à long terme, n'a pas été mis en œuvre en raison des difficultés rencontrées avec les partenaires sociaux. Par ailleurs, la conduite du processus de privatisation des entreprises publiques a été entravée du fait notamment des contraintes de marchés, induites par la forte baisse des cours des actions de la plupart de ces sociétés, singulièrement celles exerçant dans le secteur agricole.

Dans le secteur financier, les réformes structurelles entreprises ont porté essentiellement sur l'adoption, en juin 2002, d'un plan de réforme de la Caisse d'Epargne et des Chèques Postaux (CECP) visant la restauration financière de cette institution de manière à rétablir son équilibre financier et sa rentabilité. De même, un nouveau Conseil d'Administration a été mis en place au niveau de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

La reprise de l'activité économique, amorcée à la faveur de la mise en place du nouveau programme, a été remise en cause par les événements survenus dans le pays depuis le 19 septembre 2002.

En **Guinée Bissau**, le Gouvernement avait mis en place, le 15 décembre 2000, un programme au titre de la FRPC couvrant la période 2000-2003. En raison de difficultés d'application, cet accord a été suspendu et remplacé par un Programme Macroéconomique de Court Terme (PMCT), visant principalement à renforcer la rigueur budgétaire.

Un Plan de Gestion de Trésorerie sur une base mensuelle, couvrant la période allant d'octobre 2002 à juin 2003, a été mis en place par les autorités au terme d'une mission du FMI qui a séjourné à Bissau du 25 octobre au 12 novembre 2002. L'ouverture des négociations pour la conclusion d'un programme économique de référence est conditionnée par la bonne exécution de ce Plan.

Il est ressorti de l'évaluation faite par la mission du FMI qu'au titre des performances macroéconomiques, le **taux de croissance réel** du PIB en 2002 serait de - 4,2% contre un taux positif de 5,7% initialement prévu et une quasi-stagnation de l'activité économique en 2001. Cette récession serait imputable à la baisse de 20,0% des cours mondiaux de la noix de cajou conjuguée à une contraction de 10% de sa production. En outre, les arriérés de paiement intérieurs accumulés par l'Etat et le non-paiement de plusieurs mois de salaires ont eu un impact négatif sur la consommation, induisant ainsi la cessation des activités de plusieurs entreprises. Le déficit du compte courant extérieur, hors

dons, ressortirait à 24,1% du PIB, comparé à un objectif de 27,8%.

Au plan des **réformes structurelles**, la CERAMICA de BAFATA, entreprise de poterie moderne, la GUINAVE et GUINEMETAL opérant respectivement dans les activités portuaires et métalliques ont été privatisées. En outre, le Gouvernement a procédé à la démobilisation de plus de 4.000 soldats et agents des corps paramilitaires, ainsi qu'à la mise à la retraite des fonctionnaires âgés de plus de 60 ans. Dans le domaine social, la suppression des droits de scolarité pour les six premières classes et la distribution gratuite de fournitures ont permis d'augmenter le taux brut de scolarisation de 70% à 88%.

Au **Mali**, les Autorités ont conclu avec le FMI, le 6 août 1999, un accord triennal au titre de la FRPC dont la date d'expiration initialement prévue au 5 août 2002 a été prorogée au 5 août 2003. Une mission du FMI a séjourné à Bamako du 7 au 21 novembre 2002, dans le cadre de la cinquième revue du programme. Dans l'ensemble, la mise en œuvre du programme au titre de l'année 2002 a permis d'enregistrer des résultats appréciables, avec le respect de tous les critères quantitatifs et structurels à fin juin 2002.

Au titre des performances macroéconomiques, le **taux de croissance réel** du PIB est estimé à 9,6% en 2002 contre 1,5% un an plus tôt. Cette performance est liée principalement à une hausse de la production de coton, à un accroissement de la production céréalière au titre de la campagne 2001-2002 ainsi qu'à la progression de la production d'or.

Dans le domaine des **mesures structurelles**, le Gouvernement a adopté en juillet 2002 un mécanisme de fixation des prix au producteur de coton-graine, qui reflète l'évolution des cours mondiaux de la fibre de coton. De même, l'étude sur une nouvelle nomenclature budgétaire a été finalisée et le rapport provisoire de l'étude relative aux étapes et options de libéralisation du secteur coton a été présenté à la mission de restructuration de ce secteur, en octobre 2002. En outre, l'appel d'offres pour la vente par la CMDT et l'Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN) des actifs nécessaires en vue de l'installation d'un opérateur privé en zone OHVN/Kita a été lancé en septembre 2002. Par ailleurs, le Gouvernement a adopté, en avril 2002, un plan d'actions pour la réforme de la fonction publique, et l'Assemblée Nationale a approuvé, en novembre 2002, le statut révisé des fonctionnaires de l'Etat. Par contre, le repère structurel portant sur l'élaboration d'un plan détaillé sur les étapes de la réforme du secteur coton n'a pas été respecté.

Au **Niger** un accord triennal au titre de la FRPC, couvrant la période 2000-2003, est en cours. Il ressort de l'évaluation préliminaire que le taux de croissance réel du PIB ressortirait à 3,0% en 2002 contre une prévision de 2,7% et une réalisation de 5,9% en 2001. Cette décélération résulte des difficultés rencontrées par le secteur primaire pour dépasser le niveau exceptionnel de production atteint l'année précédente. Le déficit du compte courant extérieur, hors dons, se situerait à 10,0% du PIB en 2002, comparé à un ratio de 7,2% en 2001, sous l'effet principalement d'une augmentation des importations de biens d'équipement.

Dans le domaine des **réformes structurelles**, des progrès notables ont été accomplis avec l'adoption de la nouvelle nomenclature budgétaire, la finalisation des travaux pour le passage à un nouveau plan comptable au 1<sup>er</sup> janvier 2003 ainsi que la poursuite de la mise en œuvre du mécanisme de détermination des prix à la pompe des produits pétroliers. Toutefois, des lenteurs ont été observées en matière de réforme du système financier notamment la restructuration de la banque Crédit du Niger (CDN) et de la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT), ainsi que dans le processus de privatisation de la Société Nigérienne d'Electricité (NIGELEC) et de la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP).

Au **Sénégal**, l'accord triennal FRPC adopté en avril 1998 est arrivé à échéance le 19 avril 2002.

**En 2002**, le taux de croissance réel du PIB est estimé à 2,4% contre 5,6% l'année précédente, du fait des conditions climatiques défavorables et des difficultés de la filière de l'arachide à la suite de la dissolution de la Société Nationale des Graines (SONAGRAINES). Le déficit des transactions courantes, hors transferts officiels, ressortirait à 6,3% du PIB, en amélioration de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Au titre des **réformes structurelles**, les Autorités ont mis l'accent sur la restructuration de la filière arachidière qui s'est traduite par l'adoption d'un système de collecte des arachides, impliquant les opérateurs privés, et d'un mécanisme de fixation du prix au producteur dans le cadre d'une concertation interprofessionnelle. Parallèlement, le processus de privatisation de la Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal (SONACOS) a été amorcé par le lancement d'un appel d'offres pour la sélection d'un cabinet devant aider à définir la stratégie de privatisation de l'entreprise. Par ailleurs, la restauration de la viabilité financière du Fonds National de Retraite (FNR) a été assurée par l'élargissement de la base des contributions au régime de pension des agents de l'Etat, la révision de l'assiette de calcul des prestations et le relèvement de l'âge de la retraite de 55 à 60 ans. En revanche, l'assainissement financier de la Société Nationale d'Electricité (SENELEC) n'a pas été assuré comme prévu, nonobstant une augmentation de 10% des tarifs de l'électricité intervenue en mars 2002 et une subvention de 10,0 milliards accordée par l'Etat.

Au **Togo**, les Autorités ont exécuté un programme intérimaire renforcé de neuf mois ayant couvert la période de janvier à septembre 2002. L'objectif principal était d'assainir les finances publiques notamment par une amélioration du recouvrement des recettes et une maîtrise des dépenses.

Dans l'ensemble, les résultats macroéconomiques enregistrés en 2002 ont été encourageants, nonobstant l'absence de mobilisation de concours extérieurs. Le taux de

croissance réel du PIB est estimé à 2,9% contre 0,6% l'année précédente, à la faveur d'une bonne performance du secteur agricole. Le déficit des transactions courantes, hors transferts officiels, ressortirait à 18,4% du PIB.

Au titre des **réformes structurelles**, le programme de privatisation s'est poursuivi avec la définition de la stratégie de retrait de l'Etat de la Société Inter-Africaine de Banque (SIAB) et de TOGOTELECOM. Par ailleurs, les discussions sont en cours pour la cession de la Banque Togolaise de Développement (BTD).

### **II.8.3. Evolution des transferts**

Les transferts reçus et émis, via la Banque Centrale, dégagent en février 2003 un flux net positif de 14,4 milliards en faveur de l'Union contre 171,4 milliards un mois auparavant. Cette évolution est liée aux transferts nets des banques (9,3 milliards) et des Trésors (5,1 milliards). Par pays, les entrées nettes positives sont imputables à la Côte d'Ivoire (73,9 milliards), au Mali (16,06 milliards) et à la Guinée Bissau (2,10 milliards). Les entrées de fonds sont alimentées par les rapatriements de recettes d'exportation, en particulier par les banques ivoiriennes et maliennes. En revanche, l'évolution des transferts nets demeure négative au Togo, au Bénin, au Sénégal, au Burkina et au Niger où ils se sont établis respectivement à -27,5 milliards, -23,4 milliards, -9,8 milliards et -8,3 milliards. Au Bénin, les sorties de fonds résultent des importations d'hydrocarbures, de produits alimentaires et de matériaux de construction. Au Sénégal, les émissions de fonds sont imputables essentiellement au règlement de la facture d'importations d'hydrocarbures.

Sur les deux premiers mois de l'année 2003, les transferts reçus et émis, via la Banque Centrale, se sont soldés par **une entrée nette de devises d'une valeur de 185,8 milliards contre 154,5 milliards à la période correspondante de l'année précédente**, sous l'effet principalement des banques (133,3 milliards) et des Trésors nationaux (46,4 milliards).



## **LISTE DES ANNEXES**

**ANNEXE I** - évolution des cours des matières premières exportées

**ANNEXE II** - évolution des cours des matières premières exportées

**ANNEXE III** - productions des principales cultures vivrières

**ANNEXE IV** - production et commercialisation des produits agricoles

**ANNEXE V** - productions minières

**ANNEXE VI** - indices des prix à la consommation (en moyenne annuelle)

**ANNEXE VII** - indices des prix à la consommation (glissement annuel)

**ANNEXE VIII** – situation monétaire intégrée de l’UEMOA (en milliards de FCFA)

**ANNEXE IX** - évolution des transferts cumulés de janvier à décembre 2002

## EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES EXPORTEES PAR L'UEMOA

	Cacao en fèves	Café vert robusta	Coton fibre	Huile d'arachide	Huile de palme	Huile de palmiste
	Cts/Lb			\$/TM		
<b>Janv 00</b>	41,63	53,13	56,32	788,57	346,19	640,60
février	38,97	48,87	58,81	773,10	333,69	595,24
mars	42,25	46,23	62,05	755,00	351,96	563,37
avril	41,52	44,47	58,04	741,75	369,50	561,38
mai	41,31	44,34	62,06	727,39	323,37	483,48
juin	42,80	42,65	59,24	715,00	311,82	440,91
juillet	42,44	40,73	59,48	679,05	310,71	404,14
août	39,86	38,30	64,25	668,52	308,05	369,66
septembre	40,04	38,73	64,42	676,90	287,48	327,14
octobre	39,88	36,16	64,73	681,90	262,14	315,71
novembre	36,38	32,84	67,66	694,29	255,60	352,26
décembre	36,42	30,72	67,24	696,75	265,38	313,38
<b>moyenne 2000</b>	<b>40,3</b>	<b>41,4</b>	<b>62,0</b>	<b>716,5</b>	<b>310,5</b>	<b>447,3</b>
<b>Janv 01</b>	43,78	32,4	61,79	695,00	254,73	301,70
février	52,11	31,6	57,32	695,00	237,00	270,13
mars	51,33	30,6	51,58	693,41	250,23	276,82
avril	49,17	28,45	47,22	698,57	254,52	283,10
mai	49,12	29,53	46,21	695,43	236,41	287,72
juin	43,71	28,69	42,81	684,52	254,05	311,67
juillet	43,92	27,46	41,59	674,66	327,55	342,73
août	46,86	25,82	45,08	665,00	358,48	369,35
septembre	45,83	24,47	43,55	665,00	301,13	319,25
octobre	49,44	23,96	32,68	665,57	270,11	284,20
novembre	56,33	24,23	35,79	667,50	320,50	320,38
décembre	60,56	24,62	37,83	667,86	322,38	312,14
<b>janvier 2002</b>	62,68	22,77	38,37	666,59	334,09	330,00
février	67,41	24,34	37,39	665,00	331,63	357,25
mars	71,93	28,81	39,44	665,48	338,57	359,17
avril	71,21	29,00	37,80	652,07	347,50	407,84
mai	72,39	27,89	37,56	641,52	371,61	418,80
juin	75,61	28,10	43,08	630,25	409,25	441,73
juillet	84,31	28,46	47,34	628,91	404,35	435,52
août	88,60	27,59	46,22	659,29	429,05	434,88
septembre	97,77	31,51	44,43	710,00	399,76	410,57
octobre	100,68	32,88	46,47	727,17	408,26	425,65
novembre	82,64	37,08	50,34	790,71	439,40	455,95
décembre	92,38	38,14	55,38	870,00	460,00	510,00
<b>Janvier 2003</b>	98,47	40,44	54,85	870,00	457,84	491,36
février	102,60	40,38	56,69	870,00	450,75	470,5

Source: Reuters

## ANNEXE II

## EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES EXPORTÉES PAR L'UEMOA

	Baril de pétrole	Caoutchouc	or brut	noix de cajou
	\$/baril	Pence/kg	\$/once	\$/tonne
<b>Janv 00</b>	26,02	47,46	284,60	697,00
Févr	28,15	52,81	299,61	667,00
mars	28,54	49,77	286,39	666,31
avril	24,89	50,55	279,70	656,00
mai	28,39	50,98	275,13	656,00
juin	30,12	51,18	285,71	653,73
juillet	29,20	50,48	281,61	618,43
août	30,49	53,94	274,26	616,71
septembre	33,00	53,62	273,58	591,96
octobre	32,22	54,70	270,25	572,38
novembre	33,37	52,71	265,72	540,71
Décembre	27,69	51,23	271,50	534,95
moyenne 2000	29,3	51,6	279,0	622,6
<b>Janv 01</b>	28,11	50,06	266,30	518,32
Févr	29,33	50,08	262,50	477,15
mars	27,41	48,24	264,90	459,32
Avril	28,00	48,89	260,55	496,10
Mai	29,09	50,78	271,94	448,35
Juin	27,74	51,81	270,35	249,95
Juillet	26,24	50,25	267,53	216,05
Août	26,83	48,24	272,58	210,96
Septembre	26,50	45,35	283,42	209,00
octobre	22,57	44,98	283,28	210,27
novembre	19,82	43,91	275,81	450,00
décembre	19,68	41,75	275,99	450,00
<b>janvier 2002</b>	20,06	47,30	281,40	450,00
février	21,07	51,29	295,43	450,00
mars	24,82	53,23	293,17	450,00
Avril	26,28	52,26	302,65	450,00
Mai	26,50	52,92	314,51	450,00
Juin	26,01	54,25	321,75	450,00
Juillet	26,77	86,95	313,26	450,00
Août	27,63	90,39	309,77	450,00
Septembre	29,63	98,39	319,14	450,00
octobre	28,68	91,19	316,47	450,00
Novembre	24,26	91,48	319,08	450,00
Décembre	31,10	90,50	347,20	450,00
<b>Janvier 2003</b>	31,88	91,91	357,01	450,00
Février	31,63	94,20	359,49	450,00

Source: Reuters

## ANNEXE III

**PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES**

(en milliers de tonnes)

ANNEE	1993/1994	1994/1995	1995/1996	1996/1997	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003*
<b>PAYS</b>										
<b>BENIN</b>										
<i>volume</i>	2972,7	3062,6	3351,4	3576,3	4274,8	4513,8	4807,2	5504,5	5720,0	5720,3
<i>variation (%)</i>		3,0%	9,4%	6,7%	19,5%	5,6%	6,5%	14,5%	3,9%	0,5%
<b>BURKINA</b>										
<i>volume</i>	2481,5	2475,1	2296,4	2481,8	2095,8	2456,8	2699,9	2287,4	3101,0	3119,1
<i>variation (%)</i>		-0,3%	-7,2%	8,1%	-15,6%	17,2%	9,9%	-15,3%	35,6%	0,6%
<b>COTE D'IVOIRE</b>										
<i>volume</i>	7339,7	5556	5845,4	5370,8	5744,7	7567,6	7787,9	8057,9	8413,8	8235,8
<i>variation (%)</i>		-24,3%	5,2%	-8,1%	7,0%	31,7%	2,9%	3,5%	4,4%	-2,1%
<b>GUINEE BISSAU</b>										
<i>volume</i>	165,3	168,3	179,1	206,1	172,801	131,3	141,666	167,112	188,72	168,52
<i>variation (%)</i>		1,8%	6,4%	15,1%	-16,2%	-24,0%	7,9%	18,0%	12,9%	-10,7%
<b>MALI</b>										
<i>volume</i>	1981,6	2198,3	1935,0	1970,4	1915,9	2524,9	2854,8	2425,2	2625,4	2573,7
<i>variation (%)</i>		10,9%	-12,0%	1,8%	-2,8%	31,8%	13,1%	-15,0%	8,3%	-2,0%
<b>NIGER</b>										
<i>volume</i>	2938,2	2813,2	2541,5	2702,8	2212,0	3548,0	3291,2	2739,3	3668,4	3777,8
<i>variation (%)</i>		-4,3%	-9,7%	6,3%	-18,2%	60,4%	-7,2%	-16,8%	33,9%	3,0%
<b>SENEGAL</b>										
<i>volume</i>	1163,2	1049,3	1156,9	1033,7	847,1	836,5	1427,6	1206,0	1131,3	901,5
<i>variation (%)</i>		-9,8%	10,3%	-10,6%	-18,0%	-1,2%	70,7%	-15,5%	-6,2%	-20,3%
<b>TOGO</b>										
<i>volume</i>	1587,1	1507,7	1749,8	1870,7	2064,4	2889,2	3279,3	3098,1	2975,2	3094,5
<i>variation (%)</i>		-5,0%	16,1%	6,9%	10,4%	40,0%	13,5%	-5,5%	-4,0%	4,0%
<b>UEMOA</b>										
<i>volume</i>	20629,3	18830,5	19055,4	19212,6	19327,5	24468,1	26289,6	25485,5	27823,8	27591,2
<i>variation (%)</i>		-8,7%	1,2%	0,8%	0,6%	26,6%	7,4%	-3,1%	9,2%	-0,8%

NB: les cultures concernent le maïs, mil et sorgho, riz, igname, manioc, haricot et banane plantain

\* Previsions



## ANNEXE IV

## UEMOA : PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

( en milliers de tonnes)

PRODUITS			88-89	95-96	96-97	97-98	98-99	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003*
	86-87	87-88									
<b>PRODUCTION ARACHIDES</b>											
<i>Bénin</i>				57,57	65,532	102,341	98,897	100,9	121,2	125,4	146,2
<i>Burkina (décor.)*</i>	0,8	0,4	1,4	213,3	223,8	151,1	214,8	282,8	169,1	301,1	323,6
<i>Mali (coque)</i>	11	6,5	5,3	155,541	132,788	142,887	150,6	158,4	166,3	176,3	185,2
<i>Niger (coque)</i>	52,4	0	0,1	102,6	196	87,9	99	112,1	154,8	82,0	149,5
<i>Sénégal (coque)**</i>	614	710,8	415,2	337,8	148,6	544,8	579,1	1014,2	1061,5	943,8	265,3
<i>Togo (décor.)</i>	19,6	0	0,5	35,1	55,4	34,2	27,2	35,4	26,0	33,0	33,2
<b>TOTAL</b>	<b>697,8</b>	<b>717,7</b>	<b>422,5</b>	<b>901,9</b>	<b>822,1</b>	<b>1063,2</b>	<b>1169,6</b>	<b>1703,7</b>	<b>1698,9</b>	<b>1661,6</b>	<b>1103,1</b>
<b>ARACHIDES (commercialisation)</b>											
<i>Sénégal</i>				337,8	148,6	239,4	319,7	551,4	579,9	334,0	200,0
<b>CAFE</b>											
<i>Côte d'Ivoire</i>	264,1	186,3	239,3	176,1	322,7	311,0	130,1	379,0	301,1	182,0	218,8
<i>Togo</i>	11,4	11,1	14,8	6,5	22,4	10,3	19,3	16,7	12,6	6,0	20,6
<b>UEMOA</b>	<b>275,5</b>	<b>197,4</b>	<b>254,1</b>	<b>182,6</b>	<b>345,1</b>	<b>321,3</b>	<b>149,4</b>	<b>395,7</b>	<b>313,7</b>	<b>188,0</b>	<b>239,4</b>
<b>CACAO</b>											
<i>Côte d'Ivoire</i>	619,8	673,9	848,9	1264,8	1130,0	1090,3	1175,4	1412,4	1212,4	1264,7	1200,0
<i>Togo</i>	12,6	11,1	8,3	6,0	14,2	5,6	7,7	7,0	5,1	5,9	8,5
<b>UEMOA</b>	<b>632,4</b>	<b>685</b>	<b>857,2</b>	<b>1270,8</b>	<b>1144,2</b>	<b>1095,9</b>	<b>1183,1</b>	<b>1419,5</b>	<b>1217,5</b>	<b>1270,6</b>	<b>1208,5</b>
<b>COTON GRAINE</b>											
<i>Bénin</i>	131,3	70,2	108,7	349,6	348,8	359,2	335,1	362,2	336,6	411,8	485,5
<i>Burkina</i>	169,2	148	145,9	150,9	214,3	338,1	284,4	270,0	275,8	378,5	439,2
<i>Côte d'Ivoire</i>	213,5	256,1	290,8	221,8	265,1	337,1	360,8	399,5	287,0	393,0	343,2
<i>Mali</i>	201,7	199,1	249,5	405,9	470,1	538,3	518,8	459,1	250,0	570,9	419,4
<i>Niger</i>	8,1	8,6	5,9	14,0	10,4	nd	6,1	3,3	3,6	3,5	4,7
<i>Sénégal</i>	26,9	38,8	38,7	31,4	38,4	41,0	11,6	14,6	20,4	35,7	33,9
<i>Togo</i>	79,1	67	78,8	102,1	146,4	176,2	187,7	175,1	47,2	140,0	168,0
<b>UEMOA</b>	<b>829,8</b>	<b>787,8</b>	<b>918,3</b>	<b>1275,7</b>	<b>1493,5</b>	<b>1789,9</b>	<b>1704,4</b>	<b>1683,8</b>	<b>1220,5</b>	<b>1933,4</b>	<b>1894,1</b>

Sources : Organismes de commercialisation agricole

\* Prévisions

## UEMOA: PRODUCTIONS MINIERES

PRODUITS	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Résultats provisoires					
							2002		2003		Var.% b/a	
							a		b			
<b>DIAMANT (milliers de carats)</b>												
<b>Côte d'Ivoire</b>												
<i>productions</i>	306,6	267,3	399,2	319,9	309,0	306,5	40,7	28/02/2002	nd	28/02/2003		
<i>exportations</i>	306,6	267,3	399,2	319,9	309,0	306,5	40,7	28/02/2002	nd	28/02/2003		
<b>GAZ NATUREL (milliards de BTU)</b>												
<b>Côte d'Ivoire</b>												
<i>productions</i>	27402	33209,2	39366,7	41701,9	38602,1	53196,0	8143,2	28/02/2002	8323,2	28/02/2003	2,2%	
<b>PETROLE (milliers de barils)</b>												
<b>Bénin</b>												
<i>productions</i>	456,1	355,9	nd	nd	nd	nd						
<i>exportations</i>	408,5	419,9	nd	nd	nd	nd						
<b>Côte d'Ivoire</b>												
<i>productions</i>	5265,8	3805,7	3546,5	2459,4	2099,3	5457,2	485,2	28/02/2002	1012,2	28/02/2003	108,6%	
<i>exportations</i>												
<b>UEMOA</b>												
<i>productions</i>	<b>5721,9</b>	<b>4161,6</b>	<b>3546,5</b>	<b>2459,4</b>	<b>2099,3</b>	<b>5457,2</b>	<b>485,2</b>	28/02/2002	<b>1012,2</b>	28/02/2003	108,6%	
<i>exportations</i>												
<b>PHOSPHATE (milliers de tonnes)</b>												
<b>Sénégal</b>												
<i>productions</i>	1690,4	1660,3	1832,8	1846,3	1708,0	1710,1	260,7	28/02/2002	266,5	28/02/2003	2,2%	
<i>exportations</i>	720,5	515,8	813,5	513,9	445,2	457,8	62,6	28/02/2002	62,9	28/02/2003	0,4%	
<b>Togo</b>												
<i>productions</i>	2631,4	2253,4	1714,5	1370,1	1066,6	1379,9	207,6	28/02/2002	254,7	28/02/2003	22,7%	
<i>exportations</i>	2686,6	2242,6	1616,8	1219,9	1304,2	1327,7	168,8	28/02/2002	134,9	28/02/2003	-20,1%	
<b>UEMOA</b>												
<i>productions</i>	<b>4321,8</b>	<b>3913,7</b>	<b>2069,8</b>	<b>3216,4</b>	<b>2774,6</b>	<b>3090,0</b>	<b>468,3</b>	28/02/2002	<b>521,2</b>	28/02/2003	<b>11,3%</b>	
<i>exportations</i>	<b>3407,1</b>	<b>2758,4</b>	<b>1177,9</b>	<b>1733,8</b>	<b>1749,4</b>	<b>1785,5</b>	<b>231,4</b>	28/02/2002	<b>197,8</b>	28/02/2003	<b>-14,5%</b>	
<b>OR (Kilogrammes)</b>												
<b>Burkina</b>												
<i>productions</i>	1067,0	1060,4	996,3	624,5	228,5	208,9	nd	28/02/2002	nd	28/02/2003		
<i>exportations</i>	1060,0	1060,4	996,3	624,5	228,5	208,9	nd	28/02/2002	nd	28/02/2003		
<b>Côte d'Ivoire (Ity, Somiaf et autres)</b>												
<i>productions</i>	2485,3	1994,9	2826,7	3444,1	3672,0	3569,8	714,9	28/02/2002	nd	28/02/2003		
<i>exportations</i>	2485,3	1994,9	2826,7	3444,1	3672,0	3569,8	714,9	28/02/2002	nd	28/02/2003		
<b>Mali (Sadiola, Morila et Yatéla)</b>												
<i>productions</i>	18521,0	21156,3	23689,0	28278,0	53658,0	57964,7	4108,0	31/01/2002	3931,6	31/01/2003	-4,3%	
<i>exportations</i>	18521,0	21156,3	23689,0	32346,6	57558,5	57964,7	4108,0	31/01/2002	3931,6	31/01/2003	-4,3%	
<b>UEMOA</b>												
<i>productions</i>	<b>22073,3</b>	<b>24211,6</b>	<b>27512,0</b>	<b>32346,6</b>	<b>57558,5</b>	<b>61743,4</b>	<b>4108,0</b>	31/01/2002	<b>3931,6</b>	31/01/2003	-4,3%	
<i>exportations</i>	<b>22066,3</b>	<b>24211,6</b>	<b>27512,0</b>	<b>36415,2</b>	<b>61460,0</b>	<b>61743,4</b>	<b>4108,0</b>	31/01/2002	<b>3931,6</b>	31/01/2003	-4,3%	
<b>URANIUM (tonnes)</b>												
<b>Niger</b>												
<i>productions</i>	3496,7	3516,7	2947,9	2895,9	2917,4	3022,4	255,6	28/02/2002	88,7	28/02/2003	-65,3%	
<i>exportations</i>	3320,6	3399,4	2960,0	2949,6	2960,0	2960,0	280	28/02/2002	180	28/02/2003	-35,7%	

Sources : Sociétés minières des Etats

## ANNEXE VI

## UEMOA : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION

(VARIATIONS MENSUELLES EN POURCENTAGE )

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU	BAMAKO			NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA
JANVIER 2001	-2,0	-4,2	-0,7	0,4	-0,1	0,6	1,8	4,7	0,5	-1,8	-1,2	-2,1	-0,4	-1,0	-1,2	-0,9	0,3	0,4	0,3	2,1	5,4	0,4	0,6	1,3	0,2
FEVRIER	-1,0	-3,1	0,2	0,1	0,2	0,0	0,5	1,1	0,2	0,0	-0,2	-0,9	0,5	-0,5	-0,6	-0,5	-0,1	-0,2	-0,1	1,2	3,0	0,3	0,1	0,1	0,1
MARS	1,6	3,6	0,5	2,5	8,2	-0,2	0,6	1,7	-0,1	0,7	1,8	3,6	0,2	1,7	3,6	0,2	-0,2	-0,5	0,0	1,4	0,7	1,7	0,9	2,0	0,2
<b>Trimestre I</b>	<b>-0,5</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>2,8</b>	<b>0,2</b>	<b>1,0</b>	<b>2,5</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>1,5</b>	<b>3,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,5</b>	<b>1,1</b>	<b>0,2</b>
AVRIL	1,2	2,4	0,5	-1,2	-3,2	-0,2	0,4	0,3	0,4	2,9	1,4	2,8	0,1	1,9	3,2	0,8	-0,2	-0,4	-0,1	1,2	3,4	0,1	0,5	0,8	0,3
MAI	1,7	3,8	0,4	1,7	5,1	0,1	1,2	2,4	0,6	0,3	0,8	1,0	0,5	0,4	1,4	-0,4	-0,3	-0,8	0,0	1,2	3,4	-0,1	0,9	1,8	0,3
JUIN	-0,5	-2,1	0,5	1,8	3,9	0,7	0,6	2,1	-0,2	3,6	1,5	3,2	0,0	1,4	4,1	-0,9	1,5	3,5	0,1	0,4	1,2	0,0	0,9	2,4	0,0
<b>Trimestre II</b>	<b>0,8</b>	<b>1,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>1,9</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>1,6</b>	<b>0,3</b>	<b>2,3</b>	<b>1,2</b>	<b>2,3</b>	<b>0,2</b>	<b>1,3</b>	<b>2,9</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,9</b>	<b>2,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,7</b>	<b>1,6</b>	<b>0,2</b>
JUILLET	0,3	1,0	-0,1	0,1	-0,3	0,3	-0,3	-1,3	0,2	-2,5	2,1	4,0	0,2	1,3	2,2	0,5	1,3	3,0	0,0	1,8	3,9	0,6	0,6	1,2	0,2
AOÛT	-1,0	-2,5	-0,1	0,2	1,7	-0,6	-0,1	-0,5	0,2	3,7	-0,1	-0,7	0,5	-0,4	-1,1	0,2	1,7	3,6	0,3	-0,5	-1,6	0,2	0,2	0,3	0,1
SEPTEMBRE	-0,3	-1,4	0,3	-2,7	-6,2	-0,9	-0,6	-1,8	0,0	-0,7	-0,5	-0,8	-0,1	0,1	0,6	-0,4	0,0	0,3	-0,3	-3,0	-8,3	0,1	-0,7	-1,6	-0,1
<b>Trimestre III</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>1,0</b>	<b>2,3</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>-2,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
OCTOBRE	0,2	1,2	-0,4	1,5	2,3	1,2	0,2	-1,3	1,0	0,1	0,9	1,1	0,7	-1,8	-4,0	0,3	1,3	2,6	0,3	-0,9	-1,7	-0,5	0,4	0,2	0,6
NOVEMBRE	0,8	2,1	0,1	-1,3	-2,1	-0,9	0,1	-0,3	0,3	-5,5	-0,5	-0,4	-0,5	0,2	0,8	-0,4	-1,1	-2,7	0,2	1,0	1,6	0,7	-0,2	-0,6	0,1
DECEMBRE	1,4	4,2	-0,3	-1,9	-5,2	-0,2	0,3	0,0	0,4	-1,8	-0,8	-1,4	-0,3	-0,1	-0,2	0,0	-0,2	-0,7	0,2	0,9	2,3	0,2	0,1	-0,1	0,2
<b>Trimestre IV</b>	<b>0,8</b>	<b>2,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>-2,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,3</b>
JANVIER 2002	-1,8	-4,5	-0,1	0,4	1,3	-0,1	1,4	3,4	0,5	3,9	-0,6	-1,1	0,0	-0,4	-0,7	-0,2	-0,8	-0,7	-0,9	1,8	5,1	0,0	0,3	0,8	0,0
FEVRIER 2002	0,1	0,4	-0,1	2,4	4,9	1,1	0,0	0,7	-0,3	1,4	0,6	0,9	0,5	0,5	0,8	0,3	0,7	1,3	0,4	-0,8	-2,7	0,3	0,4	0,8	0,1
MARS 2002	0,3	1,9	-0,6	-0,1	-0,8	0,3	0,0	0,4	-0,2	0,8	1,3	1,6	1,0	0,4	0,2	0,4	0,2	1,0	-0,4	1,2	2,6	0,5	0,3	0,9	0,0
<b>Trimestre I</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,8</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>1,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>
AVRIL 2002	1,5	2,6	0,8	0,7	0,2	1,0	0,3	1,5	-0,3	1,8	0,4	-0,1	0,8	0,6	0,9	0,3	0,0	-0,3	0,2	1,9	4,6	0,4	0,5	1,1	0,2
MAI 2002	-0,2	0,5	-0,7	1,7	3,8	0,6	0,2	1,2	-0,4	0,9	0,6	1,1	0,2	2,0	3,6	0,5	-0,2	-1,1	0,5	1,4	3,4	0,3	0,3	1,0	-0,1
JUIN 2002	1,7	2,7	1,0	1,5	4,6	-0,1	1,1	1,9	0,7	2,7	1,4	2,9	0,0	1,9	3,5	0,4	-0,8	-1,9	0,0	-0,5	-0,4	-0,6	0,7	1,3	0,3
<b>Trimestre II</b>	<b>1,0</b>	<b>1,9</b>	<b>0,3</b>	<b>1,3</b>	<b>2,9</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>1,6</b>	<b>0,0</b>	<b>1,8</b>	<b>0,8</b>	<b>1,3</b>	<b>0,3</b>	<b>1,5</b>	<b>2,7</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>2,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>1,2</b>	<b>0,1</b>
JUILLET 2002	1,9	4,8	0,0	-0,5	-1,5	0,0	-1,1	-2,3	-0,4	-3,0	1,9	3,2	0,5	-0,4	-0,7	-0,2	1,0	2,1	0,2	-1,9	-5,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1
AOÛT 2002	-2,6	-6,7	0,2	1,2	1,0	1,3	-0,1	-0,3	0,0	0,5	-0,2	-0,5	0,2	-0,9	-1,9	0,0	1,0	2,3	0,0	-1,4	-4,6	0,6	-0,1	-0,7	0,3
SEPTEMBRE 2002	-1,5	-5,7	1,1	-2,4	-5,3	-0,9	0,1	0,0	0,1	0,1	-1,4	-2,8	0,0	-1,3	-2,7	0,1	1,0	2,4	-0,1	-1,3	-5,1	0,8	-0,3	-1,1	0,1
<b>Trimestre III</b>	<b>-0,7</b>	<b>-2,5</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,9</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,8</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>2,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-1,5</b>	<b>-4,9</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,1</b>
OCTOBRE 2002	0,3	0,9	0,0	-0,4	-1,5	0,1	0,6	1,0	0,4	-1,5	1,3	2,6	0,1	-0,3	-1,2	0,5	-1,2	-3,1	0,3	0,5	-0,3	1,0	0,1	-0,3	0,3
NOVEMBRE 2002	1,4	3,8	-0,1	0,3	1,2	-0,1	0,7	1,7	0,2	1,4	-0,1	-0,6	0,4	0,5	0,6	0,5	0,4	0,8	0,0	-0,1	-0,3	-0,1	0,5	1,2	0,2
DECEMBRE 2002	0,3	0,1	0,5	-0,8	-2,6	0,1	1,1	2,3	0,4	-1,6	-1,3	-2,9	0,3	-1,8	-3,8	0,0	0,1	0,4	-0,1	0,8	2,7	-0,1	0,3	0,3	0,2
<b>Trimestre IV</b>	<b>0,7</b>	<b>1,6</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,8</b>	<b>1,7</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>-1,5</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>
JANVIER 2003	-0,2	0,3	-0,6	0,3	-1,5	1,1	0,3	0,3	0,3	-0,4	-2,0	-3,5	-0,4	-1,0	-1,9	-0,1	-0,6	-0,9	-0,4	0,1	2,0	-0,9	-0,2	-0,5	0,0
FEVRIER 2003	0,6	-1,0	1,5	0,7	-0,7	1,5	0,7	1,5	0,3	0,7	0,8	0,5	1,1	0,4	-2,0	2,7	0,7	0,4	0,9	0,4	-1,0	1,1	2,5	3,5	1,8

Source : Instituts nationaux de statistique

## UEMOA : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION

(GLISSEMENTS ANNUELS EN POURCENTAGE)

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU	BAMAKO			NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA
<b>MOYENNE 2000</b>	4,2	1,2	6,1	-0,3	-5,8	2,5	2,5	0,0	3,8		-0,7	-4,6	3,0	2,9	3,1	2,7	0,7	-1,1	2,1	1,9	-3,3	4,9	1,8	-1,0	3,5
JANVIER 2001	7,5	3,7	9,8	3,5	1,9	4,3	5,0	6,9	4,2	12,0	3,9	2,7	4,9	3,9	4,6	3,3	1,8	1,3	2,2	-3,7	-11,3	0,8	3,6	2,9	4,0
FÉVRIER	5,4	0,9	8,1	3,9	3,4	4,2	5,6	8,3	4,3	9,5	3,0	1,8	4,1	3,6	3,7	3,6	1,9	1,5	2,3	-2,7	-8,1	0,5	3,7	3,4	3,9
MARS	4,8	0,5	7,6	6,7	11,6	4,4	4,7	5,3	4,4	5,1	4,3	5,2	3,6	5,4	7,1	4,0	1,3	0,6	1,7	0,8	-3,5	3,3	3,8	3,6	4,0
<b>Trimestre I</b>	5,9	1,7	8,5	4,7	5,6	4,3	5,1	6,8	4,3	8,9	3,8	3,2	4,2	4,3	5,1	3,6	1,7	1,1	2,1	-1,9	-7,6	1,5	3,7	3,3	3,9
Avril	5,0	0,9	7,7	5,4	7,6	4,4	4,4	3,6	4,8	-1,4	5,2	8,9	2,1	7,1	8,4	6,1	1,2	0,3	1,8	2,1	0,2	3,2	3,9	3,4	4,2
Mai	5,7	3,0	7,4	4,6	7,7	3,0	4,8	5,2	4,6	-3,8	5,5	8,7	2,7	3,9	5,6	2,4	1,3	0,9	1,5	2,7	2,8	2,6	4,0	4,4	3,7
Juin	2,6	0,1	4,1	5,4	8,7	3,7	4,1	4,2	4,1	1,2	5,2	8,4	2,3	1,7	3,4	0,2	3,9	7,1	1,8	3,7	4,3	3,4	3,9	5,0	3,2
<b>Trimestre II</b>	4,4	1,3	6,4	5,1	8,0	3,7	4,4	4,3	4,5	-1,3	5,3	8,7	2,4	4,2	5,8	2,9	2,1	2,7	1,7	2,8	2,4	3,1	3,9	4,3	3,7
Juillet	3,8	3,1	4,2	6,7	12,1	4,1	3,7	2,9	4,1	-3,5	6,3	10,9	2,1	3,8	7,5	0,4	3,8	6,7	1,7	7,4	11,9	4,9	4,4	6,1	3,3
Août	3,2	1,2	4,5	7,0	15,8	2,8	3,2	4,7	2,5	10,3	6,1	11,5	2,1	3,9	8,3	0,1	5,1	9,1	2,3	9,1	14,9	6,0	4,6	7,6	2,7
Septembre	3,6	3,3	3,6	5,0	11,7	1,9	3,4	6,0	2,2	6,2	5,5	9,5	1,9	4,8	11,2	-0,7	2,8	4,4	1,6	7,6	15,2	4,0	3,9	7,0	2,2
<b>Trimestre III</b>	3,5	2,5	4,1	6,2	13,2	2,9	3,4	4,5	2,9	4,3	6,0	10,6	2,0	4,1	9,0	-0,1	3,9	6,7	1,9	8,0	14,0	5,0	4,3	6,9	2,7
Octobre	2,1	2,4	1,8	5,8	11,2	3,2	3,9	5,8	3,1	4,7	6,1	10,3	2,3	3,4	9,0	-1,3	4,2	8,8	1,0	6,8	14,0	3,3	4,3	7,8	2,3
Novembre	2,6	4,7	1,5	3,5	10,3	0,4	4,7	7,7	3,3	3,8	5,4	9,3	1,8	3,5	9,9	-1,8	4,4	9,4	0,9	7,4	16,1	3,3	4,5	8,8	2,0
décembre	2,3	4,6	1,0	1,0	3,4	-0,1	4,8	7,2	3,7	-1,5	5,2	9,5	1,5	3,2	8,8	-1,5	4,0	8,1	1,2	6,9	13,1	3,7	4,2	7,7	2,2
<b>TRIMESTRE IV</b>	2,3	3,9	1,4	3,4	8,3	1,2	4,5	6,9	3,4	2,3	5,6	9,7	1,9	3,4	9,2	-1,5	4,2	8,8	1,0	7,0	14,4	3,4	4,3	8,1	2,2
<b>MOYENNE 2001</b>	4,0	2,4	5,1	4,9	8,8	3,0	4,4	5,6	3,8	3,5	5,1	8,1	2,6	4,0	7,3	1,2	3,0	4,8	1,7	4,0	5,8	3,3	4,1	5,6	3,1
JANVIER 2002	2,6	4,3	1,5	1,0	4,8	-0,8	4,4	5,9	3,7	3,8	5,9	10,5	1,8	3,8	9,3	-0,8	2,8	6,9	0,0	6,6	12,9	3,3	3,9	7,2	2,0
FEV 2002	3,7	8,1	1,2	3,3	9,7	0,3	3,9	5,4	3,2	5,3	6,8	12,5	1,8	4,9	10,9	-0,1	3,7	8,5	0,3	4,5	6,5	3,4	4,1	7,9	2,0
MARS 2002	2,4	6,3	0,1	0,7	0,6	0,8	3,4	4,1	3,0	5,5	6,3	10,3	2,7	3,4	7,4	0,1	4,1	10,1	-0,1	4,3	8,6	2,1	3,6	6,7	1,9
<b>Trimestre I</b>	2,9	6,2	0,9	1,7	5,1	0,1	3,9	5,2	3,3	4,9	6,3	11,1	2,1	4,0	9,2	-0,3	3,5	8,5	0,1	5,1	9,3	2,9	3,9	7,3	2,0
AVRIL 2002	2,7	6,5	0,4	2,6	4,1	1,9	3,3	5,3	2,3	4,3	5,2	7,3	3,4	2,1	5,0	-0,4	4,3	10,3	0,2	5,0	9,9	2,3	3,6	7,0	2,1
MAI 2002	0,7	3,1	-0,7	2,6	2,9	2,4	2,2	4,1	1,3	5,0	5,1	7,4	3,0	3,7	7,3	0,5	4,4	9,9	0,7	5,3	9,9	2,7	3,1	6,2	2,7
JUIN 2002	2,9	8,2	-0,3	2,3	3,5	1,6	2,7	3,9	2,1	4,2	5,0	7,2	3,0	4,2	6,7	1,9	2,0	4,1	0,5	4,3	8,1	2,1	2,9	5,2	0,6
<b>Trimestre II</b>	2,1	5,9	-0,2	2,5	3,5	2,0	2,7	4,4	1,9	4,5	5,1	7,3	3,1	3,3	6,3	0,7	3,5	8,1	0,4	4,8	9,3	2,3	3,2	6,2	1,8
JUILLET 2002	4,5	12,4	-0,3	1,7	2,2	1,4	1,9	2,8	1,4	3,5	4,8	6,3	3,4	2,4	3,7	1,2	1,8	3,1	0,8	0,5	-1,1	1,4	2,3	3,9	1,2
AOUT 2002	2,8	7,5	0,1	2,7	1,5	3,3	1,9	2,9	1,3	0,4	4,8	6,6	3,0	1,9	2,8	1,0	1,1	1,8	0,5	-0,5	-4,2	1,7	1,9	2,9	1,3
SEPTEMBRE 2002	1,6	2,7	0,9	3,1	2,5	3,3	2,5	4,8	1,4	1,2	3,8	4,5	3,1	0,5	-0,6	1,5	2,1	4,0	0,7	1,3	-0,9	2,5	2,3	3,5	1,6
<b>Trimestre III</b>	3,0	7,5	0,2	2,5	2,1	2,7	2,1	3,5	1,4	1,7	4,5	5,8	3,1	1,6	2,0	1,3	1,7	3,0	0,7	0,4	-2,0	1,9	2,2	3,4	1,4
OCTOBRE 2002	1,8	2,4	1,4	1,1	-1,2	2,2	2,9	7,3	0,9	-0,4	4,2	6,0	2,4	2,0	2,3	1,7	-0,4	-1,7	0,7	2,8	0,5	4,0	2,0	3,1	1,3
NOVEMBRE 2002	2,3	4,2	1,2	2,8	2,1	3,1	3,6	9,5	0,8	6,9	4,6	5,7	3,4	2,4	2,1	2,6	1,1	1,9	0,5	1,6	-1,4	3,2	2,7	5,0	1,4
DECEMBRE 2002	1,2	0,0	2,0	3,9	4,9	3,4	4,4	12,1	0,8	7,3	4,1	4,1	4,0	0,6	-1,7	2,7	1,4	3,0	0,2	1,6	-0,9	2,9	2,9	5,4	1,4
<b>TRIMESTRE IV</b>	1,8	2,2	1,5	2,6	1,9	2,9	3,6	9,6	0,8	4,6	4,3	5,3	3,3	1,7	0,9	2,3	0,7	1,1	0,5	2,0	-0,6	3,4	2,5	4,5	1,4
<b>MOYENNE 2002</b>	2,9	6,4	0,8	1,6	3,1	1,2	3,1	5,3	2,1	2,8	5,0	7,3	2,7	2,6	4,5	0,4	2,3	5,0	0,4	3,7	3,9	2,8	2,9	5,3	1,5
JANVIER 2003	2,8	5,1	1,5	3,8	2,1	4,7	3,2	8,8	0,6	-1,7	2,6	1,6	3,5	0,1	-2,8	2,8	1,7	2,9	0,8	-0,2	-3,8	1,9	2,4	4,1	1,4
FEVRIER 2003	3,3	3,6	3,2	2,2	-3,4	5,0	3,9	9,7	1,1	-2,3	2,8	1,2	4,2	0,4	-2,0	2,7	0,7	0,4	0,9	0,4	-1,0	1,1	2,5	3,5	1,8

Source : Instituts nationaux de statistique

NB : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation à partir de janvier 1998.

IPC : indice des prix à la consommation

IPA : indice des prix à la consommation du groupe alimentation

IPHA : indice des prix à la consommation hors alimentation

## UEMOA : SUIVI DES INDICATEURS MONETAIRES (EN MILLIARDS DE F CFA)

BENIN	janv-02	févr-02	juin-02	déc-02	janv-03	févr-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
							montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NET</b>	458,1	463,2	412,8	416,5	400,7	386,1	-14,6	-3,6	-16,6
<i>Banque centrale</i>	356,9	349,6	313,0	309,3	306,8	294,8	-12,0	-3,9	-15,7
<i>Banques</i>	101,2	113,6	99,8	107,2	93,9	91,3	-2,6	-2,8	-19,6
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	61,2	59,7	66,3	111,9	128,7	129,4	0,7	0,5	116,8
<i>PNG</i>	-108,9	-116,1	-143,3	-110,4	-90,0	-103,5	-13,5	15,0	-10,9
<i>Crédits à l'économie</i>	170,1	175,8	209,6	222,3	218,7	232,9	14,2	6,5	32,5
Court terme	103,8	108,9	141,5	157,7	155,8	170,3	14,5	9,3	56,4
<i>dont campagne</i>	2,1	6,2	30,2	19,8	24,1	27,3	3,2	13,3	340,3
Moyen et long terme	66,3	66,9	68,1	64,6	62,9	62,6	-0,3	-0,5	-6,4
<b>MASSE MONETAIRE</b>	527,0	521,0	477,4	503,8	513,1	499,2	-13,9	-2,7	-4,2
<i>Circulation fiduciaire</i>	214,8	208,2	182,1	170,9	172,8	177,4	4,6	2,7	-14,8
<i>Dépôts</i>	312,2	312,8	295,3	332,9	340,3	321,8	-18,5	-5,4	2,9
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	-7,7	1,9	1,7	24,6	16,3	16,3	0,0	0,0	757,9

BURKINA	janv-02	févr-02	juin-02	déc-02	janv-03	févr-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
							montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NET</b>	127,0	118,7	136,8	138,3	127,4	126,3	-1,1	-0,9	6,4
<i>Banque centrale</i>	67,5	61,3	69,0	80,9	76,5	84,4	7,9	10,3	37,7
<i>Banques</i>	59,5	57,4	67,8	57,4	50,9	41,9	-9,0	-17,7	-27,0
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	320,7	332,0	311,3	310,5	334,6	356,0	21,4	6,4	7,2
<i>PNG</i>	57,9	65,3	49,2	14,9	27,9	25,4	-2,5	-9,0	-61,1
<i>Crédits à l'économie</i>	262,8	266,7	262,1	295,6	306,7	330,6	23,9	7,8	24,0
Court terme	192,2	195,9	191,4	222,7	232,8	254,0	21,2	9,1	29,7
<i>dont campagne</i>	38,6	53,1	55,0	47,6	38,6	53,7	15,1	39,1	1,1
Moyen et long terme	70,6	70,8	70,7	72,9	73,9	76,6	2,7	3,7	8,2
<b>MASSE MONETAIRE</b>	432,4	436,1	430,3	430,5	438,8	456,2	17,4	4,0	4,6
<i>Circulation fiduciaire</i>	116,2	114,7	84,4	83,2	83,0	91,8	8,8	10,6	-20,0
<i>Dépôts</i>	316,2	321,4	345,9	347,3	355,8	364,4	8,6	2,4	13,4
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	15,3	14,6	17,8	18,3	23,2	26,1	2,9	12,5	78,8

COTE D'IVOIRE	janv-02	févr-02	juin-02	déc-02	janv-03	févr-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
							montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NET</b>	407,7	481,1	523,7	844,6	977,2	1 011,0	33,8	3,5	110,1
<i>Banque centrale</i>	421,4	442,7	516,4	778,1	865,7	887,6	21,9	2,5	100,5
<i>Banques</i>	-13,7	38,4	7,3	66,5	111,5	123,4	11,9	10,7	221,4
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	1 597,2	1 513,0	1 529,2	1 688,8	1 572,3	1 478,5	-93,8	-6,0	-2,3
<i>PNG</i>	479,8	461,2	460,1	472,3	440,8	414,3	-26,5	-6,0	-10,2
<i>Crédits à l'économie</i>	1 117,4	1 051,8	1 069,1	1 216,5	1 131,5	1 064,2	-67,3	-5,9	1,2
Court terme	781,6	722,0	764,2	912,0	826,6	762,4	-64,2	-7,8	5,6
<i>dont campagne</i>	76,6	74,0	43,4	112,9	90,6	77,4	-13,2	-14,6	4,6
Moyen et long terme	335,8	329,8	304,9	304,5	304,9	301,8	-3,1	-1,0	-8,5
<b>MASSE MONETAIRE</b>	1 899,4	1 883,3	1 979,4	2 398,7	2 437,5	2 361,6	-75,9	-3,1	25,4
<i>Circulation fiduciaire</i>	764,6	736,3	740,4	1 146,7	1 150,5	1 098,4	-52,1	-4,5	49,2
<i>Dépôts</i>	1 134,8	1 147,0	1 239,0	1 252,0	1 287,0	1 263,2	-23,8	-1,8	10,1
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	105,5	110,8	73,5	134,7	112,0	127,9	15,9	14,2	15,4

GUINEE BISSAU	janv-02	févr-02	juin-02	déc-02	janv-03	févr-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
							montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NET</b>	33,4	31,7	52,7	48,2	57,0	58,9	1,9	3,3	85,8
<i>Banque centrale</i>	39,4	36,9	55,8	51,2	51,8	54,0	2,2	4,2	46,3
<i>Banques</i>	-6,0	-5,2	-3,1	-3,0	5,2	4,9	-0,3	-5,8	-194,2
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	20,8	23,2	21,9	22,8	21,9	21,9	0,0	0,0	-5,6
<i>PNG</i>	16,5	17,9	17,4	18,6	19,2	19,8	0,6	3,1	10,6
<i>Crédits à l'économie</i>	4,3	5,3	4,5	4,2	2,7	2,1	-0,6	-22,2	-60,4
Court terme	3,3	3,9	3,2	3,0	2,3	1,7	-0,6	-26,1	-56,4
<i>dont campagne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	#DIV/0!	#DIV/0!
Moyen et long terme	1,0	1,4	1,3	1,2	0,4	0,4	0,0	0,0	-71,4
<b>MASSE MONETAIRE</b>	73,9	72,5	87,8	86,3	78,5	81,2	2,7	3,4	12,0
<i>Circulation fiduciaire</i>	55,7	55,8	72,3	70,2	70,3	73,2	2,9	4,1	31,2
<i>Dépôts</i>	18,2	16,7	15,5	16,1	8,2	8,0	-0,2	-2,4	-52,1
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	-19,7	-17,6	-13,2	-15,3	0,4	-0,4	-0,8	-200,0	-97,7

## ANNEXE VIII bis

MALI	janv-02	févr-02	juin-02	sept-02	déc-02	janv-03	févr-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
								montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NET</b>	230,8	236,9	243,8	243,5	286,0	312,6	343,8	31,2	10,0	45,1
<i>Banque centrale</i>	146,6	167,0	201,8	196,4	239,3	269,3	287,7	18,4	6,8	72,3
<i>Banques</i>	84,2	69,9	42,0	47,1	46,7	43,3	56,1	12,8	29,6	-19,7
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	323,7	338,3	356,0	342,2	384,4	360,7	371,9	11,2	3,1	9,9
<i>PNG</i>	-31,1	-26,6	-8,7	-14,3	-27,8	-29,6	-31,2	-1,6	5,4	17,3
<i>Crédits à l'économie</i>	354,8	364,9	364,7	356,5	412,2	390,3	403,1	12,8	3,3	10,5
Court terme	269,4	278,8	261,6	256,8	307,4	283,2	296,2	13,0	4,6	6,2
<i>dont campagne</i>	18,6	29,4	50,7	40,2	0,0	15,2	23,7	8,5	55,9	-19,4
Moyen et long terme	85,4	86,1	103,1	99,7	104,8	107,1	106,9	-0,2	-0,2	24,2
<b>MASSE MONETAIRE</b>	503,0	524,8	553,8	534,4	623,1	635,0	676,3	41,3	6,5	28,9
<i>Circulation fiduciaire</i>	189,5	202,5	235,9	218,6	247,5	247,8	271,2	23,4	9,4	33,9
<i>Dépôts</i>	313,5	322,3	317,9	315,8	375,6	387,2	405,1	17,9	4,6	25,7
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	51,5	50,4	46,0	51,3	47,3	38,3	39,4	1,1	2,9	-21,8

NIGER	janv-02	févr-02	juin-02	sept-02	déc-02	janv-03	févr-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
								montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NET</b>	12,2	11,4	11,8	24,1	15,4	20,9	11,2	-9,7	-46,4	-1,8
<i>Banque centrale</i>	2,3	3,0	-6,6	3,3	1,5	0,7	-12,0	-12,7	-1 814,3	-500,0
<i>Banques</i>	9,9	8,4	18,4	20,8	13,9	20,2	23,2	3,0	14,9	176,2
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	119,8	121,7	126,0	115,4	128,9	135,4	141,2	5,8	4,3	16,0
<i>PNG</i>	48,2	51,7	61,1	45,0	53,1	58,4	66,3	7,9	13,5	28,2
<i>Crédits à l'économie</i>	71,6	70,0	64,9	70,4	75,8	77,0	74,9	-2,1	-2,7	7,0
Court terme	56,8	55,4	52,5	57,7	62,7	63,1	62,3	-0,8	-1,3	12,5
<i>dont campagne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	#DIV/0!	#DIV/0!
Moyen et long terme	14,8	14,6	12,4	12,7	13,1	13,9	12,6	-1,3	-9,4	-13,7
<b>MASSE MONETAIRE</b>	131,8	129,5	134,3	133,8	136,5	147,5	144,9	-2,6	-1,8	11,9
<i>Circulation fiduciaire</i>	44,6	45,8	42,0	39,3	39,3	40,3	37,9	-2,4	-6,0	-17,2
<i>Dépôts</i>	87,2	83,7	92,3	94,5	97,2	107,2	107,0	-0,2	-0,2	27,8
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	0,2	3,6	3,5	5,7	7,8	8,8	7,5	-1,3	-14,8	108,3

SENEGAL	janv-02	févr-02	juin-02	sept-02	déc-02	janv-03	févr-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
								montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NET</b>	198,3	251,6	180,5	208,3	296,8	294,9	300,5	5,6	1,9	19,4
<i>Banque centrale</i>	85,7	135,8	77,7	133,5	137,7	151,4	161,7	10,3	6,8	19,1
<i>Banques</i>	112,6	115,8	102,8	74,8	159,1	143,5	138,8	-4,7	-3,3	19,9
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	837,0	815,2	844,5	802,0	792,3	783,6	769,2	-14,4	-1,8	-5,6
<i>PNG</i>	178,2	167,3	166,7	107,0	104,7	91,4	75,5	-15,9	-17,4	-54,9
<i>Crédits à l'économie</i>	658,8	647,9	677,8	695,0	687,6	692,2	693,7	1,5	0,2	7,1
Court terme	389,1	376,7	408,1	428,3	409,2	423,0	424,7	1,7	0,4	12,7
<i>dont campagne</i>	10,0	17,1	20,8	16,2	0,9	3,9	6,2	2,3	59,0	-63,7
Moyen et long terme	269,7	271,2	269,7	266,7	278,4	269,2	269,0	-0,2	-0,1	-0,8
<b>MASSE MONETAIRE</b>	933,9	960,7	942,5	935,5	973,4	967,6	960,7	-6,9	-0,7	0,0
<i>Circulation fiduciaire</i>	226,9	243,8	199,3	191,0	191,9	193,3	179,8	-13,5	-7,0	-26,3
<i>Dépôts</i>	707,0	716,9	743,2	744,5	781,5	774,3	780,9	6,6	0,9	8,9
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	101,4	106,1	82,5	74,8	115,7	110,9	109,0	-1,9	-1,7	2,7

TOGO	janv-02	févr-02	juin-02	sept-02	déc-02	janv-03	févr-03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
								montant	(%)	
<b>AVOIRS EXTERIEURS NET</b>	69,0	74,4	67,9	73,8	69,3	79,4	71,8	-7,6	-9,6	-3,5
<i>Banque centrale</i>	37,9	43,3	50,9	56,4	50,4	68,6	60,0	-8,6	-12,5	38,6
<i>Banques</i>	31,1	31,1	17,0	17,4	18,9	10,8	11,8	1,0	9,3	-62,1
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	180,5	174,8	178,6	168,3	164,0	161,8	160,3	-1,5	-0,9	-8,3
<i>PNG</i>	48,5	46,2	42,5	38,1	35,8	33,0	27,1	-5,9	-17,9	-41,3
<i>Crédits à l'économie</i>	132,0	128,6	136,1	130,2	128,2	128,8	133,2	4,4	3,4	3,6
Court terme	64,8	60,3	64,4	62,0	67,2	67,7	62,9	-4,8	-7,1	4,3
<i>dont campagne</i>	1,4	0,6	1,0	0,8	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0	-50,0
Moyen et long terme	67,2	68,3	71,7	68,2	61,0	61,1	70,3	9,2	15,1	2,9
<b>MASSE MONETAIRE</b>	248,1	246,9	253,7	248,1	234,0	243,8	239,4	-4,4	-1,8	-3,0
<i>Circulation fiduciaire</i>	82,1	84,6	86,3	83,8	63,2	64,2	58,0	-6,2	-9,7	-31,4
<i>Dépôts</i>	166,0	162,3	167,4	164,3	170,8	179,6	181,4	1,8	1,0	11,8
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	1,4	2,3	-7,2	-6,0	-0,7	-2,6	-7,3	-4,7	180,8	-417,4

**VENTILATION DES TRANSFERTS CUMULES DE JANVIER A FEVRIER 2003**

en millions de FCFA

PAYS	TRANSFERTS SUR U M O A				TRANSFERTS SUR EXTERIEUR				FLUX NET			
	Banques	Trésors	Divers	Total	Banques	Trésors	Divers	Total	Banques	Trésors	Divers	Total
<b>BENIN</b>	10 953	8 492	1 248	20 693	58 409	5 579	24	64 012	-47 456	2 913	1 224	-43 319
<b>BURKINA</b>	5 243	7 977	224	13 444	26 744	4 434	223	31 401	-21 501	3 543	1	-17 957
<b>COTE D'IVOIRE</b>	240 004	31 540	983	272 527	935	16 433	235	17 603	239 069	15 107	748	254 924
<b>GUINEE BISSAU</b>	670	2 183	44	2 897	0	0	24	24	670	2 183	20	2 873
<b>MALI</b>	46 077	29 505	99	75 681	16 351	5 407	25	21 783	29 726	24 098	74	53 898
<b>NIGER</b>	10 449	6 341	213	17 003	21 171	3 506	141	24 818	-10 722	2 835	72	-7 815
<b>SENEGAL</b>	21 167	11 245	643	33 055	41 165	14 643	103	55 911	-19 998	-3 398	540	-22 856
<b>TOGO</b>	565	76	7 306	7 947	37 055	982	3 895	41 932	-36 490	-906	3 411	-33 985
<b>Totaux</b>	<b>335 128</b>	<b>97 359</b>	<b>10 760</b>	<b>443 247</b>	<b>201 830</b>	<b>50 984</b>	<b>4 670</b>	<b>257 484</b>	<b>133 298</b>	<b>46 375</b>	<b>6 090</b>	<b>185 763</b>

(\*) non compris les transferts émis par le siège de la BCEAO

SOLDE CUMULE JANV-FEVRIER 2003 **185 763**SOLDE CUMULE JANV-FEVRIER 2002 **154 520**Ecart **31 243**